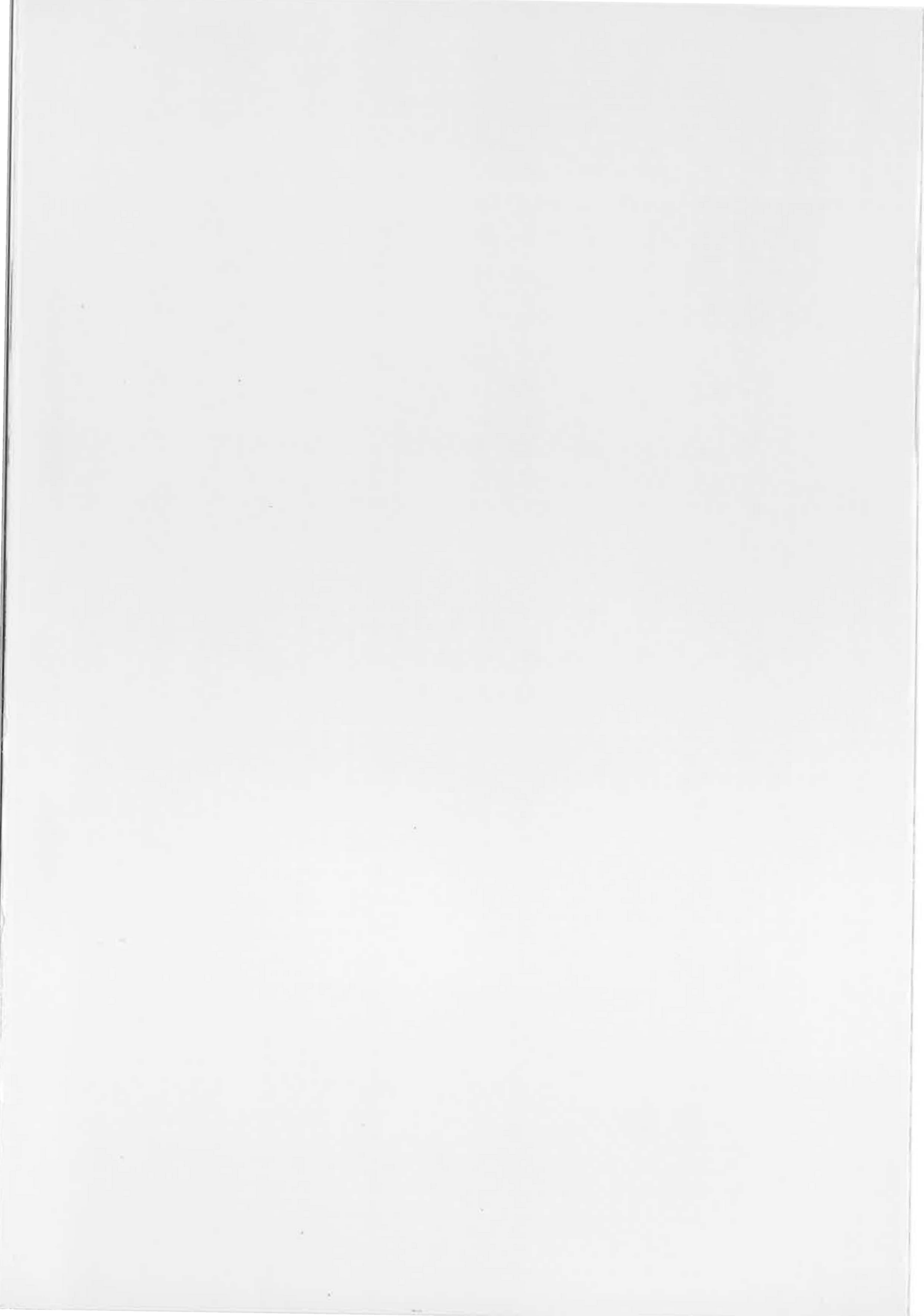


Rapport Annuel
1995





Société Générale d'Entreprises

Rapport Annuel 1995

Sommaire

▶ Le Groupe SGE	
<i>La SGE en 1995</i>	2
<i>Les chiffres clés</i>	7
<i>Les structures</i>	8
<i>Les implantations</i>	10
<i>La vie du Groupe</i>	12
▶ Les secteurs d'activités	
<i>Entreprise Générale</i>	14
<i>Routes</i>	30
<i>Travaux d'Equipements Industriels et Techniques</i>	38
<i>Autres activités</i>	48
▶ Rapports et Comptes	55

La SGE en 1995

L'exercice 1995 aura été particulièrement difficile pour la Société Générale d'Entreprises, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 45,3 milliards de francs, en retrait de 1,2 % sur l'année précédente, et constaté une perte consolidée (part du Groupe) de 933 millions de francs ; le résultat de 1994 était un bénéfice de 290 millions de francs.

Ce mauvais résultat reflète, comme pour l'ensemble de la profession, le contexte général très défavorable des marchés en Europe (y compris en France), où se situent 93 % des activités de la SGE. Mais l'importance de ces pertes est plus encore la conséquence du profil particulier de l'activité du Groupe ; la SGE est en effet très présente en Allemagne (22 % de son chiffre d'affaires), et spécifiquement sur les segments de marchés les plus exposés de ce pays : d'une part globalement à l'Est, d'autre part sur des métiers à cycle court en retournement brutal à l'Ouest, et enfin sur le marché immobilier de Berlin dont l'évolution est actuellement très peu favorable. Il s'y ajoute le handicap plus ancien d'une activité significative en Grande-Bretagne (6 % du chiffre d'affaires du Groupe SGE) dont le poids reste réel même si se confirme une nette amélioration qui se poursuivrait en 1996.

La tendance à la reprise ou le modeste rebond, constaté en 1994 en France, ne s'est pas confirmé, et cette brève rémission a été suivie d'une rechute dont la quasi-généralisation à l'ensemble de l'Europe est préoccupante. Les causes en sont connues, avec des dominantes ou des conjonctions particulières selon les pays : prudence des ménages face aux incertitudes de l'emploi et à l'augmentation des prélèvements fiscaux ou sociaux ; réduction des programmes d'équipements publics liés à la maîtrise des déficits et des endettements ; report des investissements des entreprises dans l'attente d'un redémarrage des commandes ; assainissement inachevé de la position des institutions et des marchés financiers.

Cette situation a pesé sur l'activité, mais aussi sur le niveau des prix, en recul sensible, parfois brutal. La récession de la construction s'est ainsi à nouveau installée en France, s'est maintenue en Grande-Bretagne, s'est accentuée au Benelux, et est devenue une réalité pesante en Allemagne.

En Allemagne, ce recul de l'activité a pris des allures de crise, compte tenu de l'état d'impréparation des entreprises à cette conjoncture nouvelle. A l'Ouest, l'activité du secteur a reculé pour la première fois depuis 1990. Le moteur du logement s'est essoufflé et ne masque plus le recul de la construction non résidentielle et des investissements industriels. Dans les travaux publics, la croissance devenue faible dans les nouveaux Länder ne compense plus la contraction d'activité dans les Länder de l'Ouest. L'arrivée en masse dans la période précédente de 200 000 travailleurs étrangers faiblement rémunérés fausse les conditions d'exercice de la concurrence dans de larges secteurs de la profession. Les activités allemandes du Groupe enregistrent ainsi une perte globale très importante, qui comprend deux éléments exceptionnels. Le premier est relatif aux coûts de restructurations (354 millions) engagés ou provisionnés sur l'exercice pour financer la profonde réorganisation des structures opérationnelles ou sociales. Le second concerne plus spécifiquement l'immobilier berlinois ; l'ajustement aux conditions du marché des programmes de la SGE, en cours d'achèvement, a conduit à des provisions importantes.

Les pertes ont été particulièrement sévères pour l'entreprise routière SGE VBU, dont les efforts de réorientation d'activité vers les marchés d'entretien, pour compenser l'effondrement des grands programmes autoroutiers à l'Est, s'effectue dans un contexte de concurrence exacerbée. Elles ont été bien lourdes pour H. Nickel (génie climatique), recentré sur son métier de base, avec la fermeture de plusieurs unités. Elles ont été significatives pour G + H Montage (isolation), victime également du poids des avantages sociaux acquis ainsi que pour les entreprises de bâtiment OBG/OBAG qui ont mené simultanément un redéploiement sur des affaires clés en main (à Berlin et dans les nouveaux Länder) et la poursuite de la mise à niveau de la productivité de leurs équipes.

En Grande-Bretagne, le marché est resté médiocre, sans aggravation significative, la contraction du logement privé expliquant à elle seule un retrait global de 2 %. Le logement social, la santé, les programmes routiers ont commencé d'être affectés par le gel des dépenses publiques, sans que le relais soit apporté par de nouveaux programmes.

Cette situation a déclenché des restructurations de grande ampleur dans une profession déjà sinistrée.

La perte de Norwest Holst est encore sensible en 1995, bien qu'en diminution sur celle de l'exercice précédent. La filiale britannique tire avantage de ses efforts d'ajustement aux conditions du marché, et retrouve progressivement une bonne capacité d'approche commerciale - confirmant son tableau de marche vers le rétablissement de son exploitation; les actifs immobiliers, déjà anciens de Norwest Holst, ont un taux d'occupation honorable et la situation de ce secteur est à peu près assainie.

En France, la diminution d'activité du marché des travaux publics a été de 4 %, celle du logement collectif de 8 %, taux comparable à celui de la nouvelle contraction du marché du bâtiment non résidentiel. Les pertes d'emplois sont redevenues considérables. L'activité des travaux routiers, qui avait prolongé jusqu'à la fin du premier semestre l'embellie du plan de relance de 1993, s'est retournée en fin d'année. Dans le secteur du logement, l'annonce de mesures de relance fiscale ou la modification des régimes de financement ont provoqué un phénomène d'attente avant de commencer à produire leur effet. Si les travaux électriques ont connu une situation restée favorable, les entreprises des autres travaux industriels ou de second œuvre ont évolué sur des marchés très difficiles, notamment en génie climatique tertiaire et en isolation industrielle.

Enfin, la prise de conscience par les grands acteurs du marché européen que cette situation pourrait être durable est la cause d'une intensification de la compétition sur les marchés tiers, où ils recherchent le complément d'activité qui fait défaut sur leur marché domestique. Ainsi le marché des grands contrats à l'international, dont Campenon Bernard SGE est un acteur important, est-il devenu très concurrentiel, notamment en Asie, qui reste le seul marché véritablement porteur, tandis que la reprise de quelques projets d'infrastructure en Afrique n'offre de réelles opportunités qu'aux sociétés qui, comme Sogea, y sont implantées de longue date.

Dans ce contexte redevenu très difficile, qui souligne en France les dysfonctionnements de la pratique de dévolution des marchés publics, les entreprises françaises



du Groupe SGE ont marqué une bonne résistance sur leur marché domestique et à la grande exportation, et maintenu une contribution positive au niveau honorable de 377 millions de francs. Seuls Freyssinet et Tunzini Wanner affichent une perte, relativement légère, le premier en raison de la crise mexicaine et de pertes en Allemagne, le second du fait de l'évolution extrêmement défavorable en France. S'ajoutant à la contribution des activités françaises au résultat du Groupe, la part de la SGE dans le résultat de Cofiroute s'est améliorée à 187 millions de francs ; elle pourrait progresser encore en 1996. La SGE détient là un élément solide de résistance de ses comptes.

L'exercice 1996 devrait voir un net redressement du résultat malgré une nouvelle baisse d'activité, qui est la conséquence presque mécanique de la contraction du portefeuille de commandes des grands contrats, et de la prolongation des tendances récessives des marchés du Groupe, dans toute l'Europe. Il est prévu que les filiales françaises continuent à apporter une contribution nettement positive, tandis que l'objectif de Norwest Holst en Grande-Bretagne est de se rapprocher de l'équilibre opérationnel. Le profil et l'ampleur du redressement des activités des entreprises allemandes et l'évolution de la situation des actifs immobiliers berlinois détermineront largement les résultats de l'exercice.

Si la visibilité des marchés est incertaine, même à court terme, les orientations stratégiques de l'ensemble des filiales du Groupe SGE sont claires et bien engagées : réglage permanent en phase avec l'évolution de chacun des marchés, au niveau global et en considération des situations géographiques locales ; saisie de toutes les opportunités de développement, notamment dans les activités de réhabilitation et de maintenance des parcs d'équipement existants ; initiative dans l'élaboration de propositions de solvabilisation des demandes potentielles ; sélectivité par l'analyse de risques dans l'approche des grands contrats, notamment à l'international ; poursuite et développement au niveau européen de la mise en œuvre d'une organisation par métiers en préservant les spécificités culturelles locales des pratiques professionnelles ; vigilance et rigueur dans l'engagement des investissements industriels.

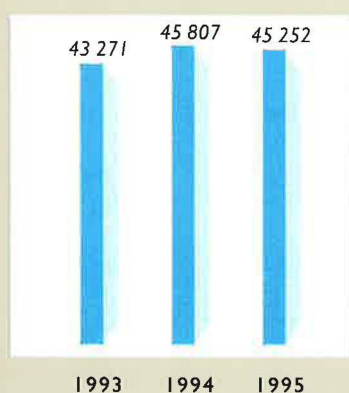
Le Groupe SGE rassemble actuellement près de 450 sociétés présentes dans l'ensemble des métiers du bâtiment et des travaux publics, des travaux routiers et des travaux d'équipements industriels et techniques.

Opérant dans le monde entier, il forme un ensemble industriel cohérent qui s'est développé dans des métiers complémentaires : ingénierie de l'environnement, maintenance industrielle, services aux collectivités publiques (eau, assainissement, propreté), concessions d'ouvrages (autoroutes, infrastructures de voiries, parcs de stationnement).

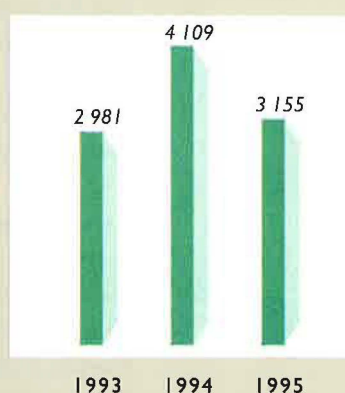
L'équilibre de ses activités, sa présence à l'international et particulièrement en Europe, le professionnalisme et la maîtrise technique de ses équipes sont ses meilleurs atouts pour l'avenir.

Les Chiffres Clés

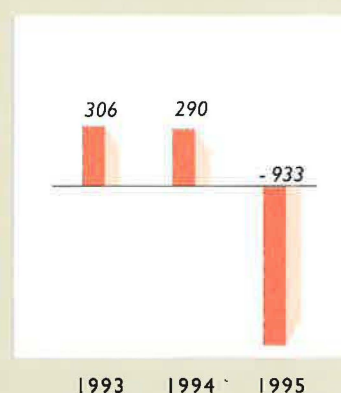
Chiffre d'affaires
(en millions de francs)



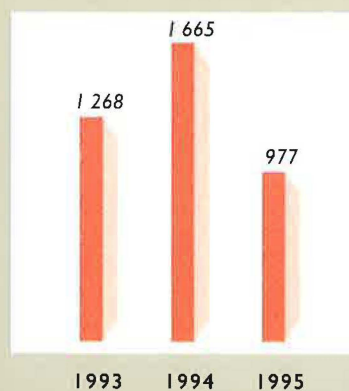
Capitaux propres
(en millions de francs)



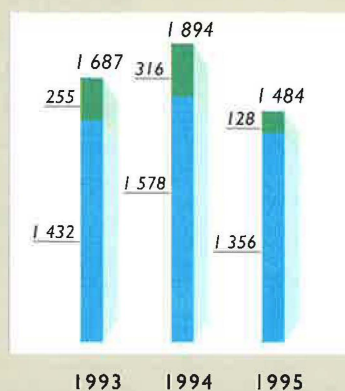
Résultat net
(en millions de francs)



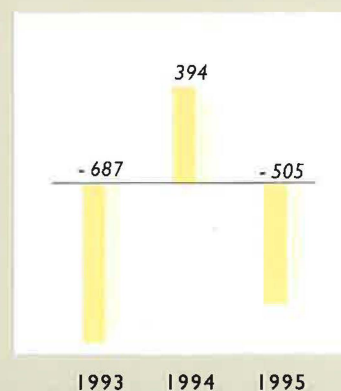
Capacité d'autofinancement
(en millions de francs)



Investissements
(en millions de francs)



Endettement financier net
(en millions de francs)



■ Investissements financiers
■ Investissements industriels

Les Structures du Groupe

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président-Directeur Général
Guy DEJOUANY

Vice-Président
Serge MICHEL

Administrateur-Directeur Général
Antoine ZACHARIAS

Administrateurs
Jean-Louis BEFFA
Michel CAMBOURNAC
Jean-Marc ESPALIOUX
Patrick FAURE
Roland GENIN
Pierre GIRAUDET
Raymond GUITONNEAU
Jean-Marie MESSIER
Guy RICHARD
Pierre TROTOT
CREDIT LYONNAIS
(représenté par Pascal LAMY)

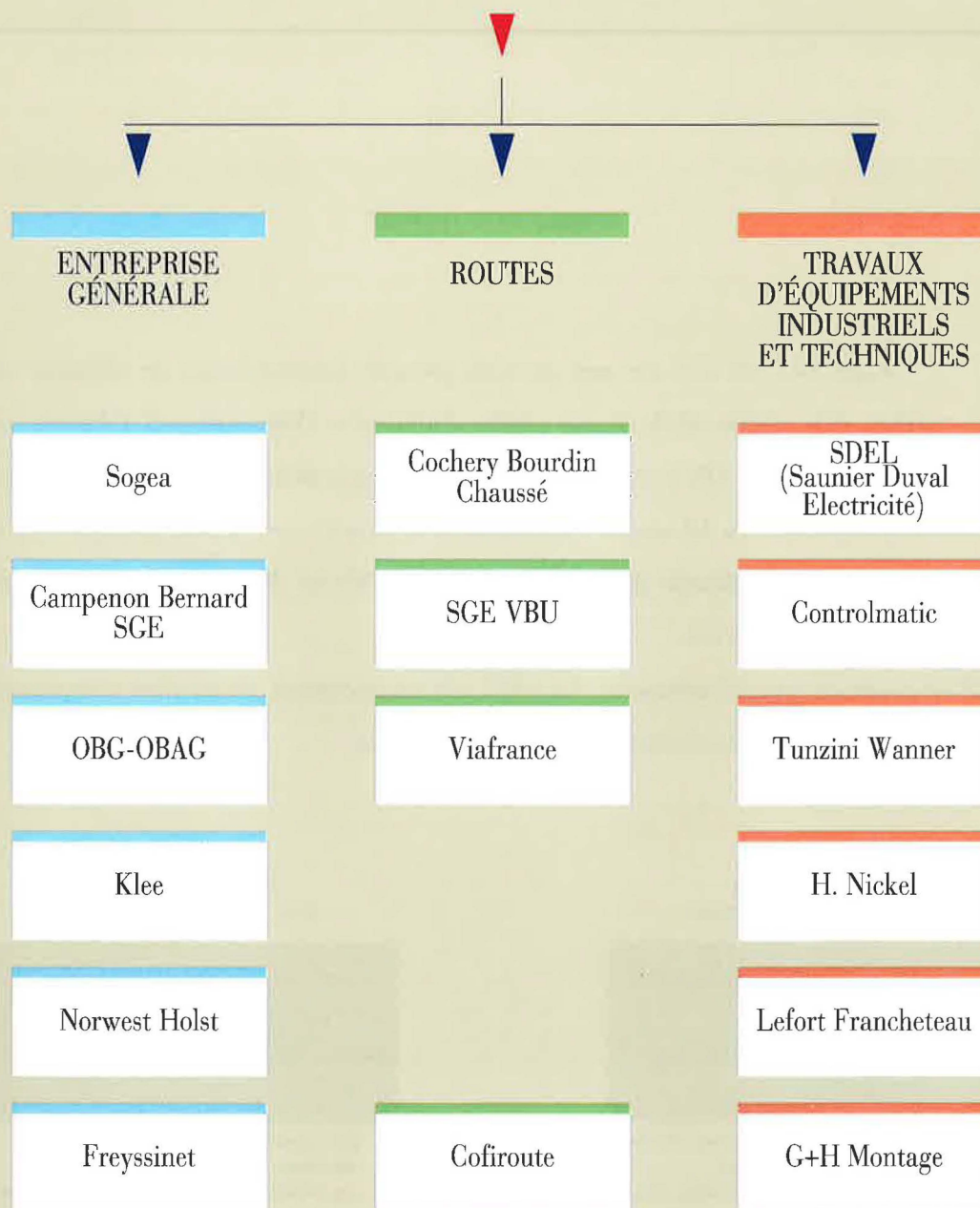
COMITÉ DE DIRECTION

Antoine ZACHARIAS
Bernard HUVELIN
Pierre PARISOT
Jean-Georges ETTER
Alain LECLERC
Jacques LUGIEZ
Roger MARTIN
Manfred MEYER
Henri STOUFF
Dominique VELUT

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bernard MONTAGNE et Associés
SALUSTRO REYDEL

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES



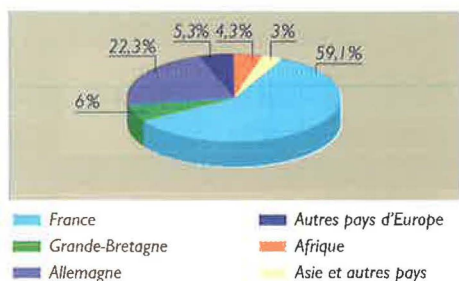
Les entreprises du Groupe SGE sont regroupées en trois secteurs d'activités, correspondant à des grandes familles de métiers :

-  Le secteur de l'Entreprise Générale, comprenant les filiales de bâtiment et de génie civil.
-  Le secteur des Routes.
-  Le secteur des Travaux d'Équipements Industriels et Techniques.

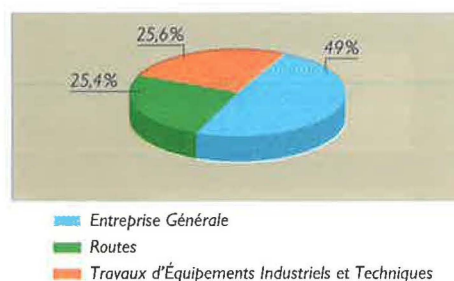
La SGE est l'un des tout premiers groupes internationaux de bâtiment et de travaux publics. Elle réalise 40 % de son chiffre d'affaires à l'international. L'Europe est le premier marché de la SGE. Elle y réalise plus de 90 % de son activité, principalement en France (26,7 milliards de francs), en Allemagne (10,1 milliards de francs) et en Grande-Bretagne (2,7 milliards de francs). Elle est présente dans tous les pays de l'Union Européenne, ainsi que dans plusieurs pays d'Europe de l'Est.

La SGE est active sur tous les continents. En 1995, elle est intervenue, de manière permanente ou pour la réalisation de grands chantiers, dans plus de 80 pays.

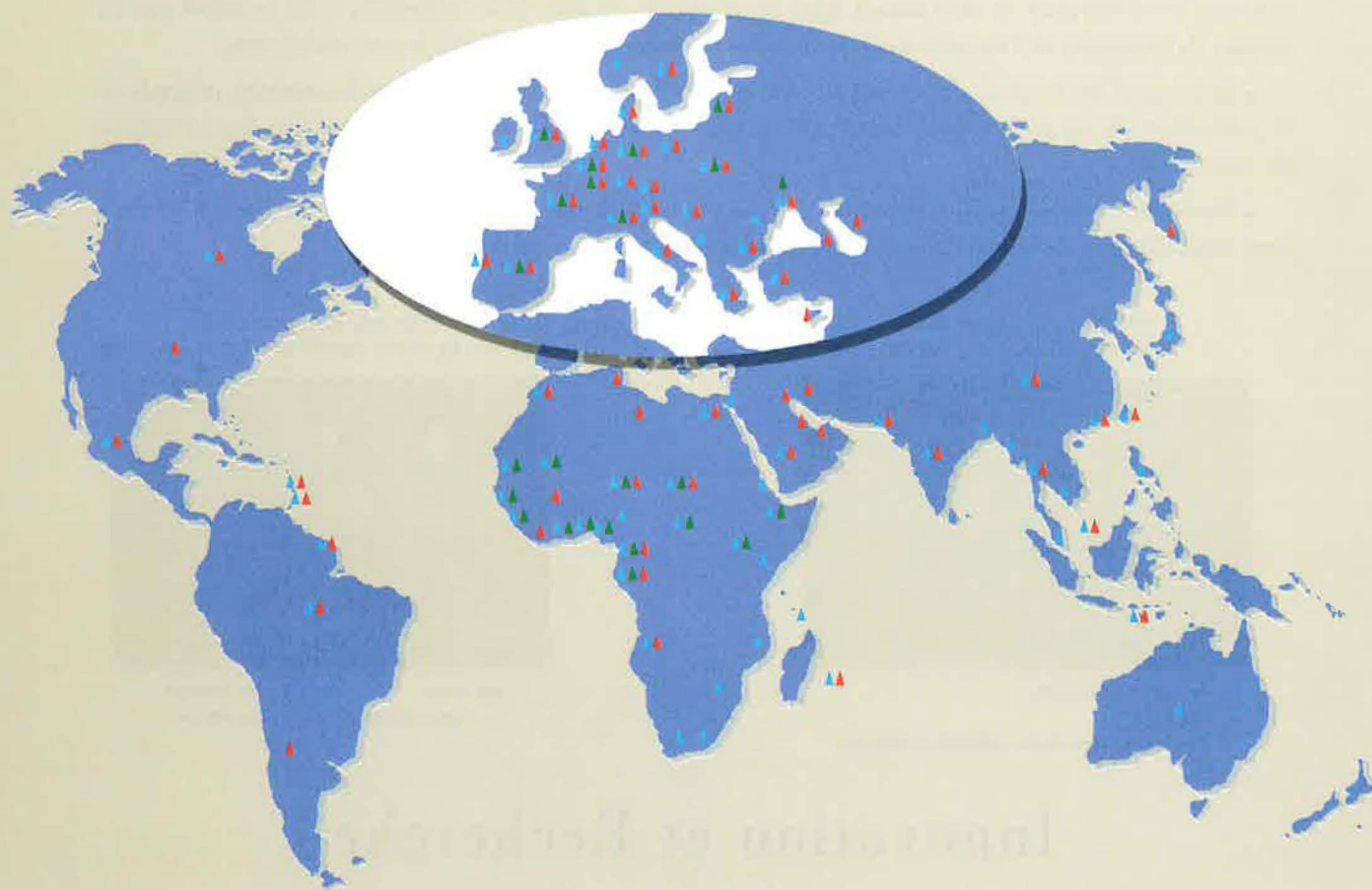
Chiffre d'affaires
par zones géographiques



Chiffre d'affaires
par secteurs d'activités



Les Implantations

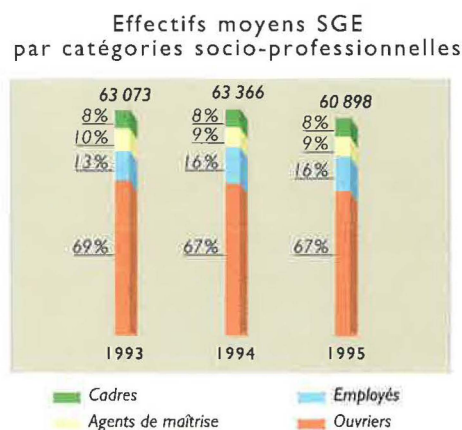
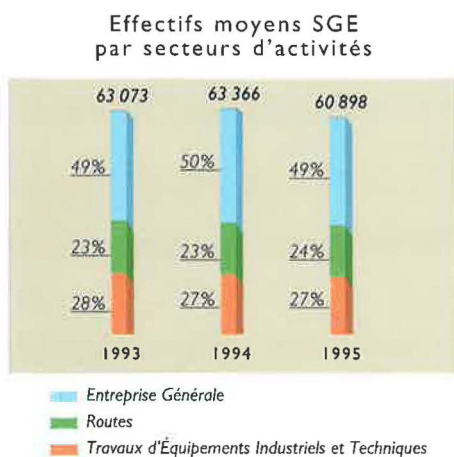


-  Entreprise Générale
-  Routes
-  Travaux d'Équipements Industriels et Techniques

Ressources humaines

Les initiatives sociales du Groupe SGE en 1995 ont notamment concerné :

- le recrutement et la formation des jeunes : dans le cadre du contrat global d'embauche et d'insertion signé par le Groupe Générale des Eaux avec le Ministère du Travail, les filiales de la SGE ont développé un important programme d'insertion et d'intégration des jeunes sans emploi qui a concerné en 1995 plus de 800 jeunes âgés de moins de 26 ans ; leur intégration a été favorisée par les actions de formation de l'encadrement de chantier à l'accueil et au suivi des jeunes embauchés ;
- la sécurité du travail : l'accent a été mis en 1995 sur la formation de coordonnateurs chargés de la prévention sur les grands chantiers et sur la sensibilisation à la sécurité de l'ensemble des personnels de chantiers ;
- l'aménagement du temps de travail : plusieurs accords ont été signés avec les partenaires sociaux pour répondre aux variations de charges inhérentes aux métiers du BTP.



Innovation et Recherche

Les efforts d'innovation et de recherche - développement ont principalement porté en 1995 :

- sur les matériaux : bétons haute performance (Campenon Bernard SGE), recyclage des mâchefers en matériaux routiers (Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance), mise au point d'un nouveau matériau coupe-feu (Tunzini),
- sur les procédés : conception et réalisation de réseaux d'assainissement sous vide (Sogea), planchers rafraîchissants (Tunzini-Wanner), pose d'enrobés coulés à froid et d'enrobés drainants (Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance),
- sur les technologies de construction : tabliers de ponts à âmes plissées, connexion des voussoirs de revêtement de tunnels (Campenon Bernard SGE), ancrages pour la précontrainte des planchers de bâtiment ou des tabliers de pont (Freyssinet).

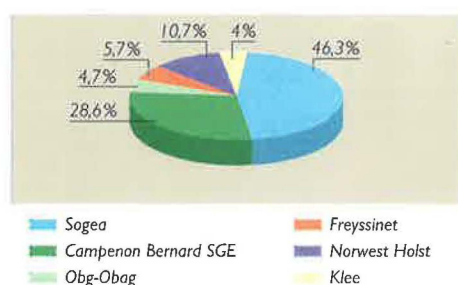
La vie du Groupe



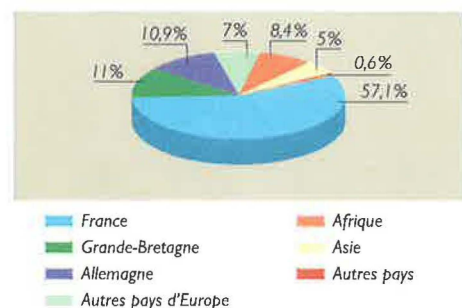
L'encadrement de chantiers des filiales du Groupe a été spécialement formé à l'accueil et au suivi des jeunes recrutés dans le cadre des procédures d'insertion.

Entreprise Générale

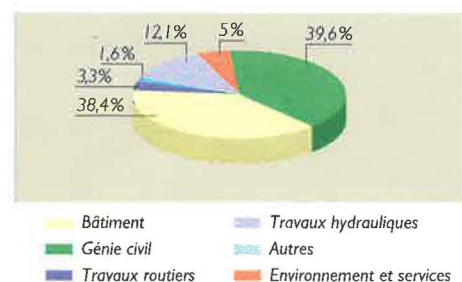
Chiffre d'affaires Entreprise Générale par entreprises...



... par zones géographiques



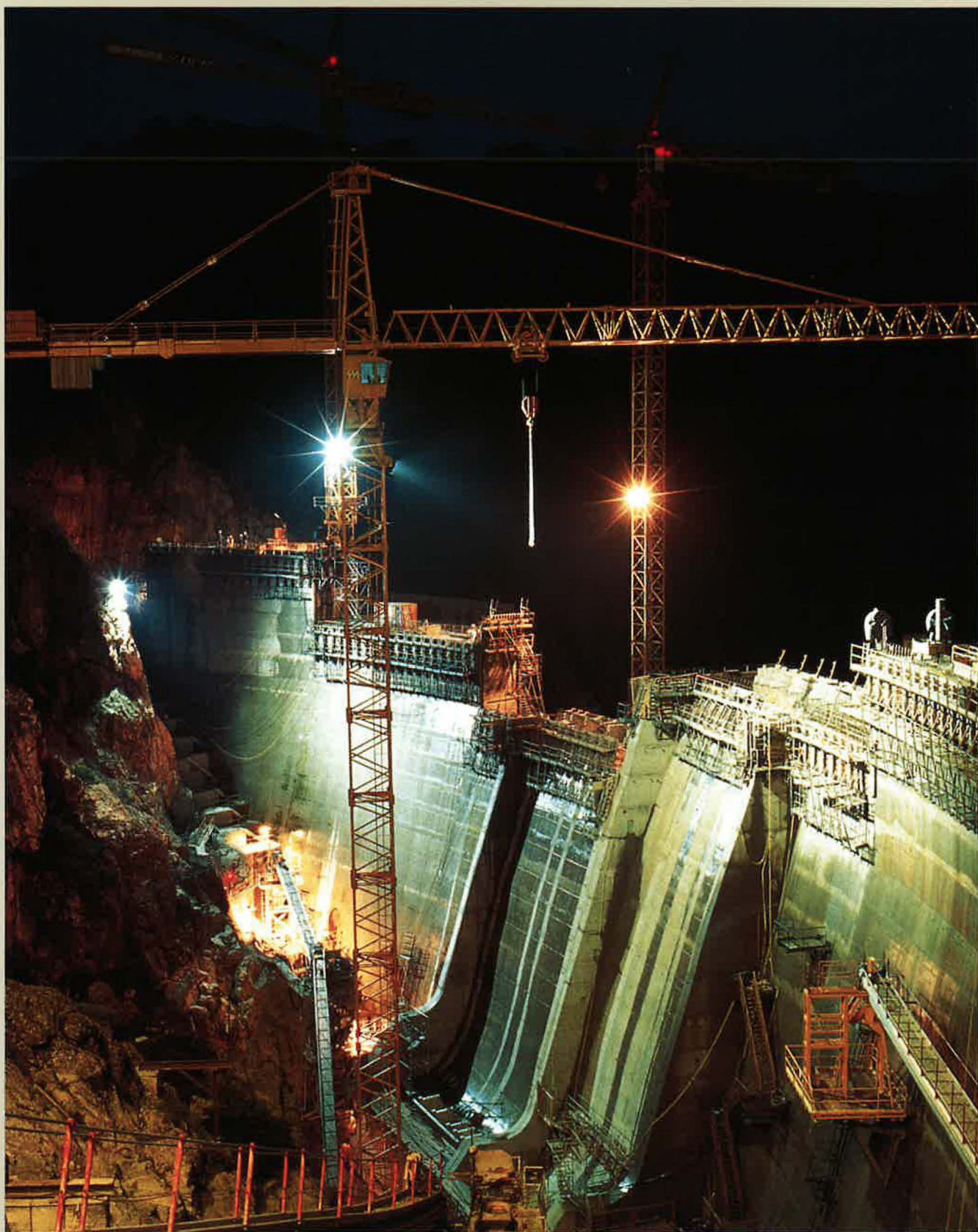
... et par métiers



Ce secteur regroupe, au sein de la SGE, des entreprises générales de bâtiment, de génie civil et de travaux publics - Sogea, Campenon Bernard SGE, Norwest Holst - les filiales allemandes de bâtiment - OBG, OBAG, Klee - et une entreprise de travaux spéciaux en génie civil - Freyssinet -.

Le chiffre d'affaires consolidé de ces entreprises s'est élevé en 1995 à 22 milliards de francs, en recul de 3,2 % sur celui de l'exercice précédent. La baisse a concerné toutes les entreprises du secteur, à l'exception de Norwest Holst qui enregistre un certain rebond (+ 7 %) après quatre années successives de réduction d'activité (- 25 % au total). L'activité bâtiment s'est repliée en France sur un marché en récession. L'activité de génie civil enregistre une baisse plus marquée, malgré le lancement de quelques grands projets en France, du fait de la nette contraction du marché international des grands travaux.

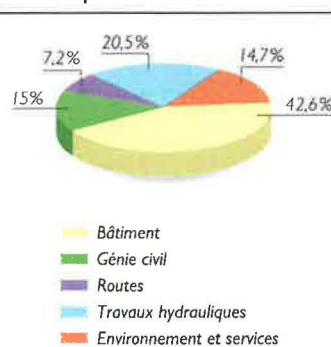
La contribution au résultat du Groupe est demeurée nettement négative (- 113 millions de francs) en raison principalement des mauvais résultats enregistrés en Allemagne et en Grande-Bretagne où Norwest Holst a néanmoins réduit sensiblement ses pertes d'exploitation.



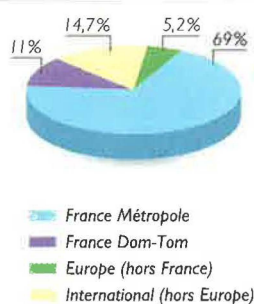
Le barrage de Puylaurent, réalisé pour l'EDF par Dodin Sud, filiale de Sogea, a été mis en eau au printemps 1996.
Construit suivant la technique du barrage-voûte, cet ouvrage est le plus grand barrage de retenue d'eau de ce type construit en France depuis 10 ans.

Sogea

Chiffre d'affaires
par métiers...



... et par zones géographiques



1995 a été pour Sogea une année de stabilisation. Son chiffre d'affaires consolidé s'est légèrement effrité à 10,1 milliards de francs (-1,6 %) mais la réduction s'est concentrée, pour l'essentiel, sur les DOM-TOM où l'activité a été recentrée sur les segments les plus actifs du marché. Le bon comportement du secteur "environnement et services" a contribué à maintenir l'activité en France métropolitaine, malgré la baisse enregistrée dans le bâtiment et le génie civil. La croissance des travaux routiers en Afrique explique la progression du chiffre d'affaires à l'international.

FRANCE MÉTROPOLITAINE

Le chiffre d'affaires réalisé en métropole est resté pratiquement stable à 7 milliards de francs, contre 7,1 milliards en 1994, l'activité en région parisienne ayant compensé, pour l'essentiel, le tassement constaté en province.

L'activité bâtiment s'est élevée en 1995 à 3,8 milliards de francs, en léger repli sur 1994, dans un marché

en récession. Comme en 1994, les constructions publiques et le logement social ont tiré l'activité, soutenue, par ailleurs, par quelques grandes opérations tertiaires et industrielles. Dans le domaine des équipements publics, les chantiers les plus significatifs ont concerné l'Hôtel du Département de Meurthe-et-Moselle à Nancy, la Trésorerie Générale à Nantes, l'École Nationale des Techniciens de l'Équipement à Valenciennes, le Théâtre de Martigues, livrés durant l'exercice, ainsi que les Palais de Justice de Grasse et de Béthune.

Dans le secteur hospitalier, Sogea a livré l'hôpital de Mantes-la-Jolie et démarré dans le 15^e arrondissement de Paris, sur les terrains des anciennes usines Citroën, l'important chantier de l'hôpital Georges Pompidou, qui comportera 700 lits et un centre de recherche intégré aux unités de soins. L'activité est restée soutenue dans les bâtiments scolaires, tant en construction qu'en rénovation. Plusieurs chantiers de lycées ont été traités selon la procédure des marchés d'entreprises de travaux publics à Paris (lycée Pirandello dans le 13^e arrondissement), à Villepinte, à Bezons et à Beauvais.



La construction de l'hôpital Georges Pompidou, dont Sogea réalise les travaux de gros-œuvre, a démarré en janvier 1995 sur le terrain des anciennes usines Citroën dans le 15^e arrondissement de Paris.

Dans le domaine du logement social, outre les opérations de réhabilitation qui ont porté au total sur 6 000 logements, plusieurs chantiers d'ensembles neufs et de résidences pour étudiants ont marqué l'exercice, notamment à Montrouge, dans le cadre d'une opération où Sogea intervient comme aménageur.

Des opérations de réhabilitation significatives ont été conduites dans le Nord, à Liévin, sur les corons des Charbonnages de France et, en urgence, dans les derniers mois de 1995, sur plusieurs immeubles tant à Paris qu'en province dans le cadre du plan gouvernemental pour le logement des plus démunis.

A côté de ces programmes publics et sociaux, quelques chantiers industriels

et tertiaires ont marqué l'année : la réhabilitation de la tour Paul Doumer à La Défense (en partenariat avec Campenon Bernard SCE), engagée pendant l'exercice, la réalisation de la première phase du siège de l'EDF à Saint-Denis, dont Sogea réalisera la deuxième phase en association avec CBC, la construction en groupement de la nouvelle unité de production du fabricant américain de semi-conducteurs, Amtel, à Rousset dans les Bouches-du-Rhône.

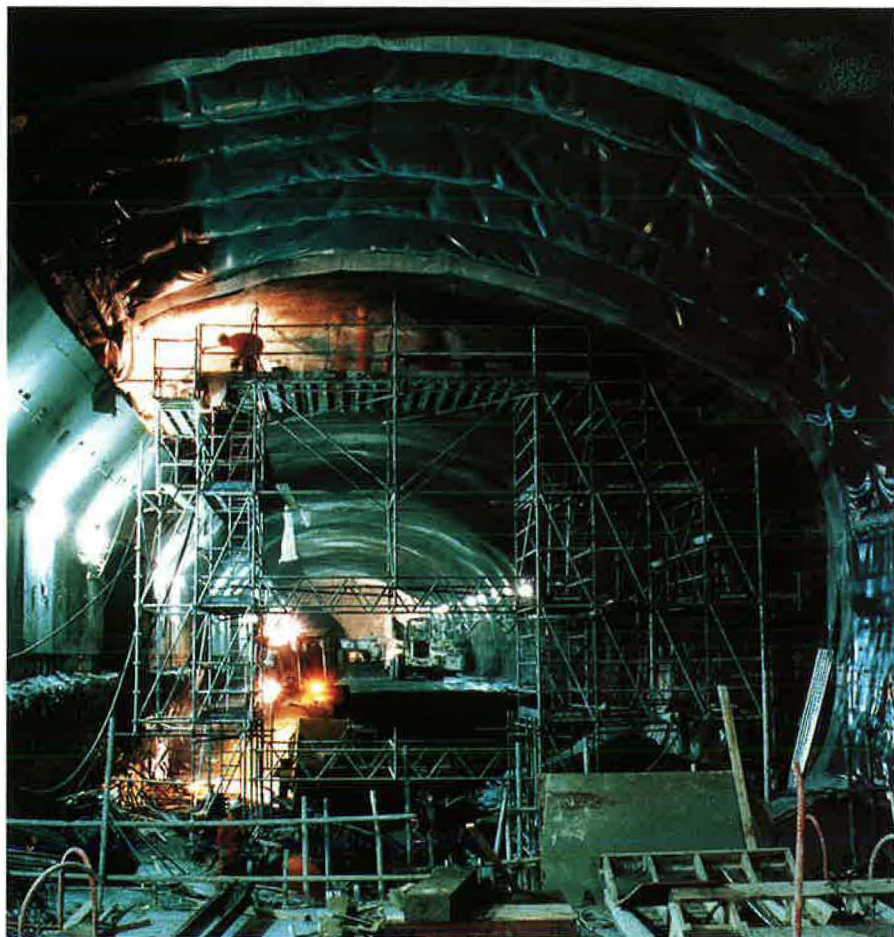
En génie civil, l'activité de Sogea et de ses filiales spécialisées (TPI

Ile-de-France, Dodin) s'est stabilisée à 1,4 milliard de francs.

Les principaux chantiers ont concerné la gare souterraine de Monaco, la gare Éole-Saint-Lazare sur le tracé de la ligne E du RER, et le barrage de Puylaurent sur l'Ardèche.

Sogea et sa filiale Dodin ont, par ailleurs, démarré en 1995, la construction du viaduc routier de Tanus au travers de la vallée du Viaur dans le Massif-Central.

Cet ouvrage, d'une longueur de 570 mètres, détiendra le record de France de portée des ponts en béton, construits en encorbellement.



Travaux d'aménagement d'un des tunnels d'accès à la gare Condorcet sur le tracé de la future ligne E du RER parisien qui reliera en 1998 l'est à l'ouest de Paris en doublant l'actuelle ligne A.

Dans les travaux hydrauliques, où elle est l'une des toutes premières entreprises françaises, Sogea a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs.

La réalisation d'un nouveau collecteur d'eaux usées sur le tronçon Clichy-la-Briche (3 km de longueur, 2,60 mètres de diamètre) pour le Syndicat d'Assainissement de la Région Parisienne, la réhabilitation du canal de la Vésu-

bie près de Nice, et l'équipement de plusieurs stations de traitement d'eau potable (Avignon, Rouen, Reims, Beauvais, Belfort, Cavaillon) ont été les chantiers les plus importants de 1995.

Dans le domaine de l'environnement et des services, l'activité s'est stabilisée à 700 millions de francs, après la forte hausse enregistrée durant les deux années précédentes.

La réalisation d'une usine d'ordures ménagères d'une capacité de 111 000 tonnes par an à Monthyon (Seine-et-Marne), de plusieurs déchetteries en Charente et l'équipement de la station de traitement d'eau potable de Gérardmer (Vosges) ont été les principaux chantiers "environnement" de l'exercice. Par ailleurs, dans le secteur des services aux collectivités, Sogea a marqué une pause dans ses investissements dans les parcs de stationnement, après l'entrée en exploitation, les années précédentes, de plusieurs sites, notamment à Toulouse, Marseille et Tours.

DANS LES DOM-TOM

L'activité de Sogea dans les DOM-TOM, s'est établie à 1,1 milliard de francs, en baisse de 22 % par rapport à 1994. Cette réduction s'est concentrée sur les Antilles, en raison de la dégradation très sensible du marché du bâtiment dans cette zone. Sogea a recentré son activité en Martinique et en Guadeloupe sur le logement social, l'environnement (où elle a notamment engagé la construction de la station de traitement des eaux usées de Saint-Martin) et les services aux collectivités, notamment la distribution d'eau en Guadeloupe. Dans l'Océan Indien, le marché s'est maintenu, tant à La Réunion qu'à Mayotte, où Sogea dispose d'une implantation solide. La réalisation à La Réunion de 500 logements sociaux et de la médiathèque de Saint-Denis ont constitué les prin-

cipaux chantiers de l'exercice. Dans le secteur des travaux hydrauliques, les travaux les plus importants ont concerné la pose de canalisations en aval du barrage de Mafate, à La Réunion, et le réseau d'adduction d'eau potable du nord de Mayotte.

EN EUROPE

Le chiffre d'affaires réalisé par Sogea en Europe (hors France) s'est établi à 420 millions de francs, en léger recul par rapport à celui de l'exercice précédent.

La filiale belge Denys, spécialisée dans les travaux de canalisation et de fonçage, a connu un bon niveau d'activité sur son marché domestique mais également aux Pays-Bas et en France où elle a réalisé plusieurs chantiers de fonçage de taille importante. Denys et sa filiale de fabrication de tuyaux Socea ont d'ailleurs obtenu, en 1995, la certification ISO 9000 pour l'ensemble de leurs activités. D'importants travaux de drainage ont également été réalisés sur le chantier du T.G.V. Lille-Bruxelles.

Au Portugal, Sogea a démarré l'exploitation, en association avec son partenaire local, de l'usine de compostage de déchets ménagers de Val do Ave. L'entreprise fait, par ailleurs, partie du consortium qui s'est vu attribuer le contrat de construction de la station de traitement d'eau de Frietas, la plus importante du Portugal.



Travaux de renforcement du réseau de l'adduction d'eau qui alimente la ville d'Agadir au Maroc.

EN AFRIQUE

Sogea a réalisé en Afrique, un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, en forte progression (+ 32 %) par rapport à l'exercice précédent. Ce développement a concerné des pays d'implantation traditionnelle, le Maroc et le Gabon notamment, mais également des pays où l'entreprise s'est implantée récemment, tels que l'Éthiopie, le Malawi ou le Mozambique.

La progression la plus marquée a concerné les **travaux routiers** qui représentent aujourd'hui 50 % de l'activité de Sogea en Afrique. Les principaux chantiers se sont déroulés au Gabon et en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée.

En Afrique de l'Est, l'important chantier de reconstruction de la route Mille-Assab, entre l'Éthiopie et l'Érythrée, a été engagé pendant l'exercice.

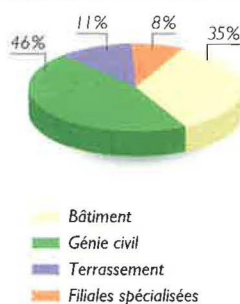
Dans le secteur des travaux hydrauliques, qui constitue l'autre grand métier de Sogea en Afrique, l'activité est restée soutenue au Maroc, où Sogea a notamment réalisé le génie civil des usines de dessalement d'eau de mer des villes de Laayoune et Boujdour, dans le sud du pays.

La pose de 200 km de canalisations entre Benguela et Lobito en Angola et le chantier d'adduction d'eau potable de la ville de Blantyre au Malawi ont été les autres principaux chantiers de l'exercice.

Au total, Sogea a consolidé, à 92 millions de francs, sa contribution au résultat du Groupe, l'amélioration intervenue dans les D.O.M. et en Afrique ayant compensé la baisse du résultat de la métropole.

Campenon Bernard SGE

Chiffre d'affaires
par métiers...



... et par zones géographiques



Campenon Bernard SGE concentre l'activité grands projets de la SGE, tant en France qu'à l'international. Elle intervient par ailleurs, en France, dans les métiers de bâtiment et de génie civil, à travers un réseau d'agences et de filiales spécialisées. Elle est également présente, depuis 1994, en Allemagne à travers deux entreprises de l'ex-RDA spécialisées dans le bâtiment-OBG et OBAG-rachetées par la SGE en 1991 et 1992, et une filiale de création récente, SCE Hoch- und Ingenieurbau, spécialisée dans les grandes opérations. Elle assure aussi, depuis 1995, le management opérationnel de l'entreprise de bâtiment Klee, basée à Mannheim. En 1995, Campenon Bernard SGE a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 7,4 milliards de francs, dont la baisse sensible (-8 %) par rapport à l'exercice précédent, est imputable, pour l'essentiel, au recul marqué de l'activité internationale des grands projets.

GRANDS TRAVAUX

Avec 3,4 milliards de chiffre d'affaires en 1995, l'activité grands projets de Campenon Bernard SGE est en net recul (-11 %). Celui-ci a concerné exclusivement le marché international sous l'effet conjugué d'une baisse des investissements publics en Europe, d'un renforcement général de la concurrence dans le monde et de la rareté des opérations réunissant des conditions de financement, de sécurité et de rentabilité satisfaisantes. Le marché français enregistre, pour sa part, un certain redémarrage.

En Europe, l'achèvement du Tunnel sous La Manche et celui des tunnels du Storebaelt au Danemark, livrés au début de 1996, expliquent, pour une large part, le ralentissement de l'activité. Sur le Tunnel sous La Manche, l'ensemble des tests de performance a été passé avec succès. Le processus de mise en service du Tunnel, qui avait été engagé progressivement à partir



*La première pierre du Stade de France a été posée le 6 septembre 1995.
Six mois plus tard, plus de la moitié du gros œuvre était réalisée, les fondations achevées
et les gradins intermédiaires mis en place.*

de 1994, s'est achevé en 1995 avec l'ouverture du service navettes aux autocars. Confrontée à une très grave crise financière, Eurotunnel, qui a dû suspendre, en septembre, le service de sa dette, a engagé une procédure de réclamation contre TML, actuellement en cours d'examen devant le comité de règlement des litiges.

Le chantier du Storebaelt est entré dans sa dernière phase. Après démontage des tunneliers et achèvement des travaux annexes, le tunnel sud a été livré au mois d'août 1995. Dans le tunnel nord, endommagé par un incendie en juin 1994, la jonction des tunneliers a eu lieu en avril 1995 et les travaux de gros œuvre se sont achevés en février 1996. Les incidences contractuelles de l'incendie ont été réglées dans un accord signé avec le client au cours de l'été.

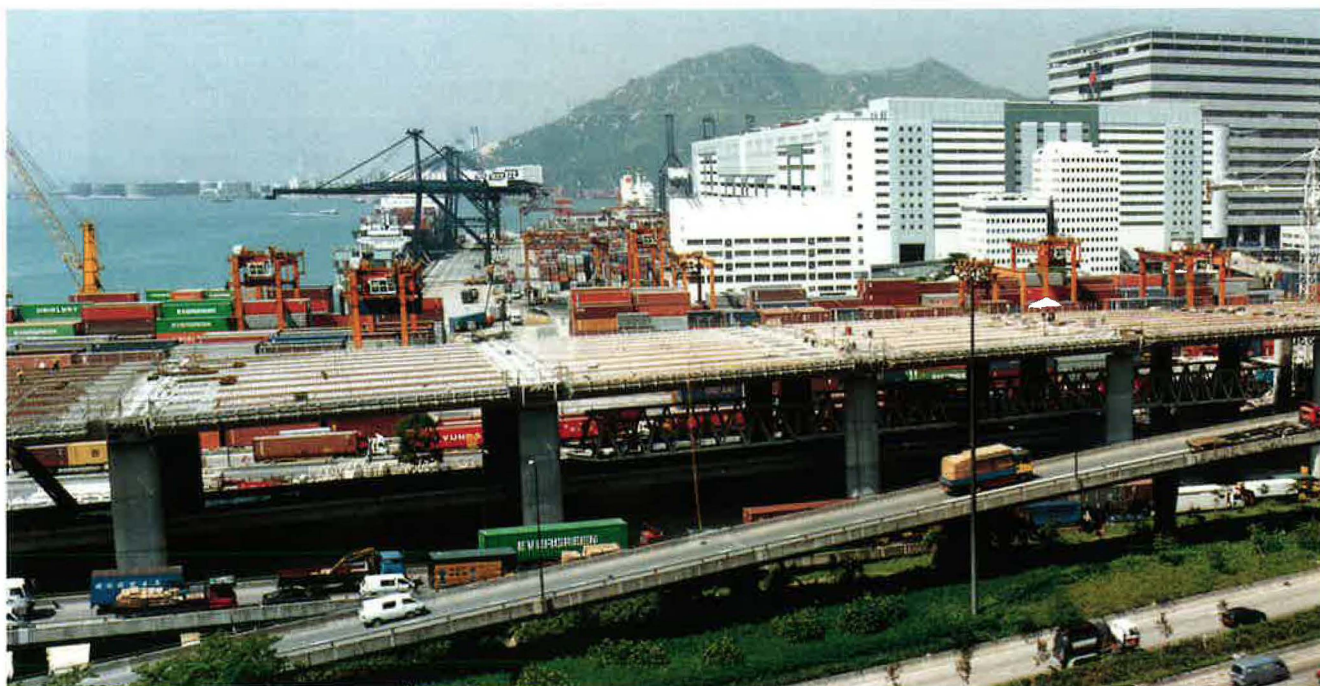
Deux autres grands chantiers souterrains se sont poursuivis durant l'exercice. La réalisation du métro d'Athènes, retardée par des difficultés contrac-

tuelles, a pu reprendre sur des bases nouvelles après l'accord intervenu en 1994. La progression de l'un des deux tunneliers a été toutefois retardée par des difficultés géologiques imprévues, dont les conséquences ont fait l'objet d'une demande d'aménagement contractuel. Les travaux de creusement de la ligne 2 du métro du Caire se sont poursuivis conformément aux prévisions et le forage, assuré par deux tunneliers, devrait s'achever au cours du premier semestre de 1996. Le consortium Interinfra, au sein duquel Campenon Bernard SGE pilote le génie civil, s'est vu confier, par le client égyptien, la réalisation d'une extension de la ligne 2, par avenant.

A Lisbonne, le chantier du futur pont Vasco de Gama, sur l'estuaire du Tage (17 km au total, dont 12,4 km de viaducs et un pont à haubans de 824 mètres

de longueur), a été entrepris. La réalisation des pieux de fondation des piles des viaducs est engagée sur la quasi-totalité de la longueur de l'ouvrage. Les bases des premières piles ont été bétonnées durant l'automne, ainsi que celles des deux pylônes du pont à haubans. Les travaux de pré-fabrication des poutres ont démarré et les premières, de 2 000 tonnes chacune, ont été mises en place au printemps 1996.

Hors d'Europe, la construction des tunnels du Lésoto, destinés à l'acheminement d'eau vers l'Afrique du Sud, est entrée en phase finale, après la fin des travaux de forage intervenue en 1994. Au Pakistan, l'achèvement du chantier de génie civil de la centrale thermique d'Hub River a été conforme aux prévisions.



Le viaduc de Kwai Chung est l'un des maillons essentiels du programme d'infrastructures lié à la construction du nouvel aéroport d'Hong-Kong. La construction de ce viaduc long de 3,5 km, comportant une surface totale de tablier trois fois supérieure à celle du Pont de Normandie, s'effectue en pleine zone urbaine, au-dessus de plusieurs artères de circulation routières et ferroviaires.

Les canaux d'amenée et de rejet d'eau en mer ont été achevés ainsi que les travaux de structure de la centrale. A Hong-Kong, l'année 1995 a permis le rattrapage du retard pris antérieurement sur le difficile chantier du viaduc de Kwai Chung. Les problèmes techniques ont été résolus et le chantier avait atteint 70 % d'avancement en fin d'année. Des négociations sont en cours avec le client sur la compensation financière des mesures d'accélération du chantier et des conditions nouvelles d'exécution de celui-ci. Le chantier des égouts de Hong-Kong (25 km de tunnels d'évacuation des eaux usées forés à 150 mètres de profondeur) a été engagé en début d'exercice. Les quatre tunneliers sont

entrés en service entre octobre 1995 et février 1996, compte tenu de la livraison tardive des puits de production.

Le carnet de commandes des grands projets internationaux à fin 1995 est en baisse de plus de 30 %, en raison de la contraction globale du marché et d'une plus grande sélectivité dans la prise d'affaires. Grâce à son savoir-faire technique et à des accords de partenariat international, l'entreprise a pu néanmoins obtenir des contrats significatifs comme la construction au Qatar de réservoirs de gaz liquéfié, en association avec des groupes japonais, ou l'assistance technique à la réalisation de la Tour Jin Mao à Shanghai, qui sera avec ses 420 mètres de haut la plus haute de Chine.

En France, l'activité des grands projets a connu une certaine reprise. Le carnet de commandes des grands travaux, et notamment des grands terrassements, enregistre à fin 1995 une hausse très nette (+ 40 %). D'importants chantiers ont été engagés durant l'année, sur le tunnel d'Orelle, en Savoie et sur le tunnel du T.G.V. à Marseille. A Saint-Denis, le chantier du Stade de France a été entrepris dès la signature du contrat de concession intervenue fin avril. Une mobilisation très rapide a permis de couler les premiers bétons au mois d'août et, en fin d'année, l'avancement des travaux était conforme au planning, très serré, prévu à l'origine pour permettre l'ouverture de l'ouvrage au début de 1998. Un important programme de travaux réalisés pour Cofiroute (construction de la section Angers-Langeais de l'A85 et élargissement de 50 km de chaussées sur le réseau existant) a également soutenu l'activité en 1995.

AGENCES ET FILIALES

Campenon Bernard SGE a réalisé, à partir de ses implantations permanentes (hors Allemagne), un chiffre d'affaires global de 2,8 milliards de francs, en baisse de 7 % par rapport à l'exercice précédent. La progression enregistrée dans le bâtiment en région parisienne n'a compensé que partiellement la perte d'activité en province, notamment dans l'Est et le Sud-Ouest, et en région Rhône-Alpes où les chantiers du viaduc de Nantua, et du métro de Lyon ont été achevés dans l'exercice.

Dans le bâtiment, le dynamisme du logement social et des constructions scolaires s'est ralenti. La livraison du lycée professionnel René Caillié à Marseille, le début des travaux du collège Sylvain Menu ainsi que du lycée Langevin à La Seyne-sur-Mer, ont été les faits marquants de l'exercice.

Par ailleurs, l'entreprise a été désignée comme lauréate du Grand Projet Urbain de Marseille, en association avec des maîtres d'ouvrages sociaux.

Dans le secteur tertiaire, après la livraison du siège de la Société Générale à La Défense et de la première tranche de la Cité Internationale de Lyon, en association avec Sogea, des commandes significatives ont été obtenues pendant l'exercice pour la construction du nouveau siège social de GEC Alsthom à Saint-Ouen, la construction de l'ensemble de bureaux Le Belvédère au-dessus du périphérique de La Défense, de l'amphithéâtre de l'École Militaire à Paris et du bâtiment d'instruction du char Leclerc à Saumur.

En génie civil, la station d'épuration de Colombes, qui connaît une progression satisfaisante, a constitué le principal chantier de l'exercice. L'activité de travaux souterrains est en retrait sensible, après l'achèvement des travaux de la ligne D du RER et la fin du creusement de la ligne D du métro de Lyon. Plusieurs chantiers nouveaux ont cependant été engagés durant l'exercice, notamment sur le collecteur Cachan-Charenton.

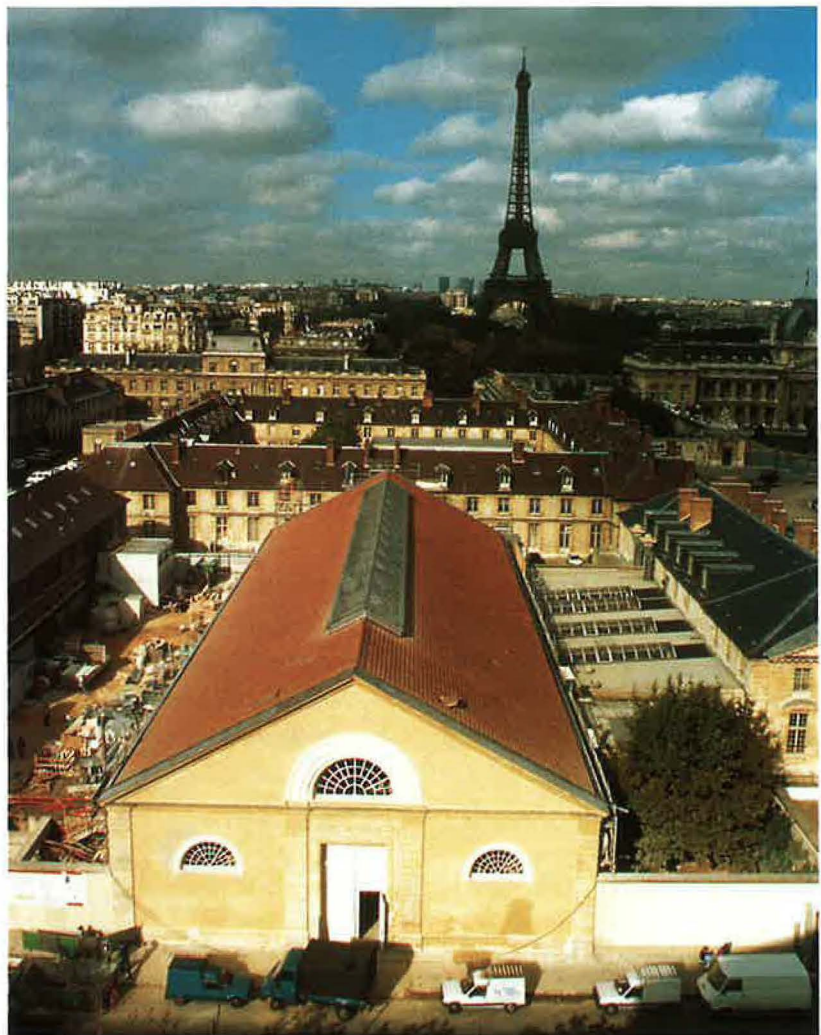
Les activités de travaux maritimes et fluviaux se sont stabilisées, après le repli enregistré en 1994, mais demeurent dans l'attente des décisions d'engagement des grands projets de voies navigables.

Les chantiers les plus significatifs ont

concerné le dragage du chenal de construction du Pont sur le Tage.

Le secteur du terrassement a conservé un bon niveau d'activité, le développement de Deschiron ayant compensé la baisse constatée chez Valérian. L'exercice a été marqué par la livraison de différentes sections sur l'autoroute A54 (Saint-Martin de Crau-Salon de Provence), sur l'autoroute A64 près de Saint-Gaudens et la poursuite des travaux sur l'A28 en Haute-Normandie et l'A837 en Charente-Maritime.

Hors Allemagne, Campenon Bernard SGE a maintenu une contribution satisfaisante au résultat du Groupe SGE (+83 millions de francs).



Edif, filiale "francilienne" de Campenon Bernard SGE, a transformé en centre de conférence et de formation l'ancien manège de l'Ecole Militaire dans le 7^e arrondissement de Paris en conservant l'enveloppe extérieure du bâtiment, classée monument historique.

OBG - OBAG

SGE Hoch- und Ingenieurbau



La construction du Lindencorso au cœur de Berlin-Mitte a été le plus important chantier de SGE Hoch- und Ingenieurbau en 1995. La contribution de plusieurs artistes français et allemands a donné un éclat particulier à la cérémonie du drapeau qui marque traditionnellement la fin des travaux de gros œuvre.

Les activités de construction de la SGE en Allemagne s'exercent à travers deux entreprises du bâtiment, OBG et OBAG, et une entreprise de grands travaux, SGE Hoch- und Ingenieurbau, contrôlées à 70 % par Campenon Bernard SGE et à 30 % par SGE Deutsche Holding. Ces entreprises ont réalisé globalement en 1995 un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs à un niveau équivalent à celui de l'exercice précédent. Cette stabilité recouvre en fait des évolutions contrastées : diminution des travaux

de gros œuvre, redéploiement vers des affaires clés en mains, croissance de l'activité grands chantiers. Les filiales de bâtiment, OBG, implantée surtout à Berlin et dans le Brandebourg, et OBAG, basée à Bautzen en Saxe, enregistrent une baisse d'activité qui résulte en partie, d'une plus grande sélectivité commerciale sur un marché qui s'est progressivement dégradé à Berlin et dans les nouveaux Länder.

La réalisation de résidences à Bautzen et Joachimsthal, d'un programme immobilier à Dresde, de l'usine d'épuration de Zittau, de la gare routière de Schwedt et du poste de douane germano-polonais de Ludwigsdorf ont été les principaux chantiers de l'exercice.

Chiffre d'affaires par activités

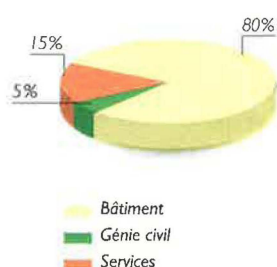


SGE Hoch- und Ingenieurbau, la filiale de grands travaux créée en 1994, a poursuivi la réalisation de deux chantiers importants de bâtiment, le Lindencorso, dans le centre historique de Berlin, et un ensemble de bureaux à Babelsberg, sur les terrains des célèbres studios de cinéma.

L'amélioration des résultats d'OBAG et de SGE Hoch- und Ingenieurbau a permis de réduire les pertes des filiales allemandes de construction de la SGE qui restent néanmoins élevées (- 101 millions de francs). Une réorganisation en profondeur des structures et de l'organisation d'OBG a été mise en œuvre durant l'exercice.

Klee

Chiffre d'affaires
par métiers



Campeon Bernard SGE assure aussi le management opérationnel de l'entreprise de bâtiment Klee, basée à Mannheim, à l'ouest de l'Allemagne, dans laquelle le Groupe SGE, entré au capital en 1991, a porté sa participation de 38 % à 63 %.

Klee a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 870 millions de francs, en augmentation sensible, en dépit de la contraction du marché des travaux neufs du bâtiment. L'entreprise a développé ses activités de rénovation et de maintenance. En travaux neufs, les principaux chantiers de l'exercice ont concerné le bâtiment industriel avec la construction d'un centre de distri-



Klee a réalisé en 1995 à Mannheim (Bade-Wurtemberg) le siège du syndicat allemand IG Métal.

bution pour Coca-Cola et des marchés publics comme celui du pénitencier de Weiterstadt. Klee a également participé, en Russie, à la construction d'une usine de produits en béton près de Saint-Petersbourg.

L'ajustement de structures, auquel l'entreprise a procédé pour s'adapter aux exigences du marché (regroupement autour de deux pôles principaux, Mannheim et Stuttgart), a pesé sur le résultat 1995 (-17 millions de francs).

Norwest Holst

Norwest Holst a réalisé en 1995, un chiffre d'affaires de 308 millions de livres, en hausse sensible (+7%), après quatre années de réduction d'activité. Cette évolution positive a surtout concerné le secteur du génie civil et des travaux hydrauliques qui représente aujourd'hui plus de 40 % de l'activité de l'entreprise, dont le bâtiment et le second œuvre sont les deux autres métiers de base.

En génie civil, trois grands projets ont soutenu l'activité qui a augmenté de 20 % : le chantier de l'élargissement de l'autoroute M1, à hauteur de Leicester, achevé durant l'exercice, la réalisation d'un tronçon de raccordement à l'autoroute M11 à l'est de Londres, et la construction du pont sur la rivière Dee au nord du Pays de Galles. Norwest Holst a également obtenu, durant l'exercice, une importante commande pour la construction de la station d'épuration de Davyhulme (près de Manchester) en partenariat avec OTV. La filiale de terrassement John Jones a enregistré une croissance exceptionnelle (+70 %) grâce à quelques chantiers importants, (le contournement sud de Derby, l'autoroute M65 dans le Lancashire et un échangeur sur le périphérique nord de Dublin).

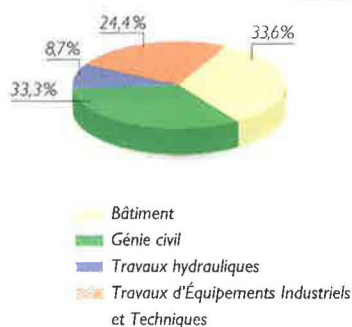
Norwest Holst Soil Engineering a maintenu son chiffre d'affaires, grâce, notamment, à l'accroissement de son activité de renforcement de sols par injection.

Dans le domaine des travaux de canalisations et de réseaux, l'entreprise s'est recentrée sur l'entretien de réseaux, et l'activité de "pipework" (pose de canalisations de grands diamètres) a été arrêtée. Des contrats importants avec NorthWest Water, Severn Trent Water, British Gas et Midlands Electricity ont été obtenus ou renouvelés.

L'activité bâtiment s'est stabilisée en 1995, après plusieurs années de récession, la croissance des trois agences situées au centre et au sud de l'Angleterre (Birmingham, Winchester, Watford) ayant compensé la baisse enregistrée dans les deux agences du nord (Manchester et Leeds). Quelques chantiers significatifs dans le secteur du bâtiment non résidentiel pour l'université de Lancaster, pour la Royal Air Force à Odiham (Hampshire), et pour la rénovation des magasins Harrods à Londres, ont marqué l'exercice.

Une importante commande a également été enregistrée pour le groupe coréen Daewoo. Dans le secteur du logement social, le "partnership housing" est en nette croissance.

Chiffre d'affaires par métiers



Dans le second œuvre technique (engineering services), Rosser and Russell enregistre une baisse d'activité, notamment dans le domaine des travaux neufs pour le tertiaire. Ses principaux chantiers ont concerné l'aéroport d'Heathrow, les laboratoires Smith Kline Beecham à Harlow (Essex) et l'Université de Manchester. L'activité de maintenance et d'entretien, restructurée en 1994, a connu un développement satisfaisant.

Dans le domaine des services à l'industrie, Capper Engineering Services a obtenu une importante commande en Belgique pour l'équipement de la raffinerie de BASF à Anvers. Dans la fabrication des revêtements de sols, Conren a développé son activité, en particulier à l'exportation.

Norwest Holst a poursuivi, en 1995, sa politique de restructuration et de réorganisation. La filiale Georges Depledge, spécialisée dans la fabrication de charpentes métalliques, qui était fortement déficitaire, a été fermée, de même que l'activité "pose de câbles" de Control and Applications, société qui a fusionné avec Capper Pipe. La participation de Norwest Holst dans General Water Processes, entreprise spécialisée dans le traitement de l'eau, a été cédée à OTV.

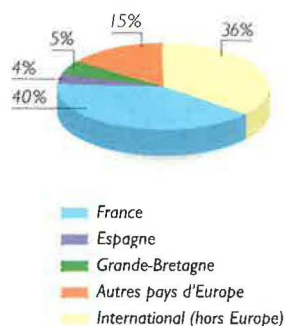
Au total, l'ensemble constitué par les filiales britanniques de la SGE a ramené sa perte globale à - 150 millions de francs en 1995 (contre - 221 millions de francs en 1994).



▼
C'est dans un ancien studio de télévision, situé dans l'ouest londonien, que Norwest Holst a aménagé le nouveau siège social de la BBC.

Freyssinet

Chiffre d'affaires
par zones géographiques



L'ensemble des sociétés gérées par Freyssinet a réalisé, en 1995, un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, en progression de 6 % sur l'exercice précédent, à périmètre équivalent et taux de change constant. Le chiffre d'affaires consolidé enregistré, à structure comparable, une progression du même ordre à 1,3 milliards de francs. L'activité a été soutenue à l'international où Freyssinet a réalisé en 1995 60 % de son activité. Ce dynamisme a concerné l'ensemble des métiers de l'entreprise : travaux de précontrainte et fabrication de produits annexes, haubannage, levage et manutention, ingénierie spécialisée. La répartition du chiffre d'affaires entre les travaux neufs et les travaux de réparation de structures a légèrement évolué en faveur des seconds, qui représentent aujourd'hui près de la moitié de l'activité, en phase avec l'évolution des marchés.

En travaux neufs, l'activité est restée soutenue. L'année a été marquée, en Europe, par l'achèvement du nouveau pont sur la Severn en Grande-Bretagne, du pont de Zaltbommel aux Pays-Bas, du viaduc de Loures au Portugal, la poursuite des travaux sur

le viaduc d'Arbre sur la ligne de T.G.V. Lille-Bruxelles en Belgique, pour les nouveaux bâtiments du Parlement de Strasbourg en France, et le démarrage du chantier du pont Vasco de Gama à Lisbonne (Portugal). En Asie du Sud-Est, la livraison de la tour Mindel à Singapour, l'achèvement de la voie rapide de West Kowloon à Hong-Kong, la construction du métro de Kuala Lumpur en Malaisie et du pont de Gianh au Vietnam, ont été les principaux chantiers. En Amérique, les travaux de la plate-forme Hibernia, du pont de l'île du Prince Édouard au Canada et du pont Otates au Mexique, se poursuivent. Sur ce continent, l'année a été marquée par la signature d'un accord de partenariat aux États-Unis avec une entreprise spécialisée dans la précontrainte, qui vient d'obtenir le marché de l'extension du métro de Washington.

Dans le domaine de la réparation d'ouvrages d'art et de structures complexes, les principaux chantiers ont concerné le remplacement des haubans du pont Général Belgrano en Argentine, le renforcement du pont de Bubiyan au Koweït et une cimenterie au Vietnam.



L'activité de manutention lourde a connu un développement important avec des opérations de levage significatives, notamment à la Foire de Milan en Italie, sur deux raffineries à Tula (Mexique) et à Rotterdam (Pays-Bas), et sur la toiture du stade de base ball d'Osaka (Japon).

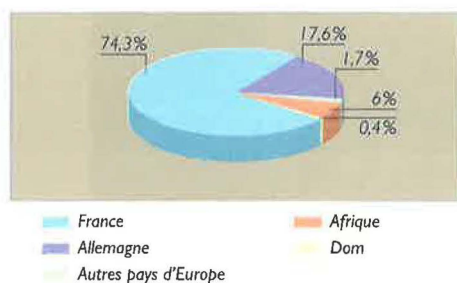
Au total, le carnet de commandes de Freyssinet en fin d'année est en nette progression (+26 %), mais son résultat enregistre une perte de 20 millions de francs, en raison des coûts de restructuration de ses filiales allemande, anglaise et industrielle, et des incidences de la crise financière mexicaine.

▼
Freyssinet a réalisé les études, les travaux de précontraintes des piles et le poussage du tablier du pont Otates sur la route Tehuacan - Oaxaca, au sud du Mexique.

Routes

La SGE est le deuxième groupe européen de travaux routiers. Son activité est centrée sur le marché français (80 % de son chiffre d'affaires) où elle s'exerce à travers deux des principales entreprises du secteur, Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance. La SGE intervient aussi en Allemagne à partir de SGE VBU, entreprise de l'ex-RDA acquise par SGE Deutsche Holding, et en Afrique avec les filiales de Sogea. Le chiffre d'affaires consolidé de ce secteur est resté stable en 1995, à 11,6 milliards de francs.

Chiffre d'affaires Routes
par zones géographiques



En France, malgré un bon début d'année, 1995 n'a pas confirmé le redressement de l'activité, amorcé l'année précédente. La conjoncture politique et les contraintes budgétaires ont pesé sur les dépenses d'entretien et les investissements des communes et des départements. Les travaux sur le réseau existant, et les investissements des sociétés autoroutières, ont toutefois permis de limiter la baisse de l'activité. Dans ce contexte, Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance ont bien résisté et réalisé un chiffre d'affaires global de 9,5 milliards de francs, légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent.

En Allemagne, l'activité routière dans les nouveaux Länder, où intervient SGE VBU, a été marquée par un renforcement de la concurrence sur un marché dont l'activité s'essouffait avant de fléchir gravement en raison des difficultés financières des collectivités locales, des retards dans la mise en œuvre du plan d'équipement gouvernemental et des incertitudes de la promotion privée. Dans cet environnement, SGE VBU a réalisé un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de francs, en baisse de 8 % sur l'exercice précédent.

La contribution des entreprises routières au résultat de la SGE s'est ainsi très nettement détériorée en 1995. Les résultats satisfaisants dégagés par les filiales françaises (+141 millions de francs), en baisse toutefois sur 1995, n'ont pas permis de compenser les fortes pertes (-392 millions de francs) de la filiale allemande.



Viafrance a réalisé le revêtement des chaussées des nouveaux viaducs de Nantua et de Neyrolles sur l'autoroute A40 (Mâcon - Genève - Chamonix).

Cochery Bourdin Chaussé

Le chiffre d'affaires 1995 de Cochery Bourdin Chaussé s'est élevé à 6,2 milliards de francs, en léger recul par rapport à celui de l'exercice précédent (-1,3 %).

L'évolution de l'activité (progression au premier semestre, net ralentissement dans la deuxième partie de l'année, surtout dans le Sud-Est et en région parisienne) a été celle du marché routier national.

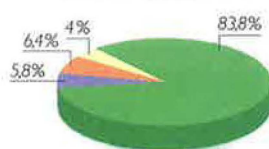
Le bon comportement des travaux autoroutiers et des métiers de diversification (équipements de la route, sols industriels) a compensé le tassement de l'activité traditionnelle.

Dans le domaine des grands travaux, l'entreprise a maintenu un bon niveau d'activité. La rénovation de la deuxième tranche de l'autoroute A6a entre Orly et Paris, la réfection de la piste n°4 de l'aéroport d'Orly, en association avec Viafrance, ont été les chantiers phares de l'exercice. D'autres chantiers significatifs ont été poursuivis ou engagés en 1995, sur l'autoroute A64 à la limite de la Haute-Garonne et des Hautes-Pyrénées, sur l'A28 dans la Somme et l'A837 en Charente-Maritime.

Sur son marché principal, celui des

travaux pour les collectivités locales, qui concerne plus de 10 000 chantiers par an, certains contrats ont marqué l'exercice : l'achèvement de la Place des Fêtes dans le 19^e arrondissement de Paris, la réalisation, à Tourcoing, des travaux de VRD dans le cadre du projet de tramway, le doublement de la RN 124 dans les Landes, et l'aménagement des parkings de l'aéroport de Lille-Lesquin. Des travaux significatifs ont également été réalisés pour des opérateurs privés : les aménagements extérieurs de la Cité Internationale de Lyon et la réhabilitation du parking du Forum des Halles à Paris. Cochery Bourdin Chaussé a poursuivi, par ailleurs, sa politique de diversification, notamment dans le domaine du recyclage des matériaux et du traitement des mâchefers, en association avec Viafrance et le centre de recherches de la Générale des Eaux. Dans le domaine de l'équipement de la route, l'entreprise a créé une filiale spécialisée dans la pose de glissières métalliques, et développé une activité nouvelle de construction de murs antibruit. Ces activités sont regroupées dans un pôle de diversification piloté par TSS, filiale

Chiffre d'affaires par métiers



- Grands chantiers
- Travaux traditionnels
- Carrières
- Activités diverses



TSS, filiale de Cochery Bourdin Chaussé a rénové, en sept jours et sept nuits durant le mois d'août 1995, 10 km de chaussée sur l'autoroute A6 au sud de Paris dans le sens Paris - Province. L'autoroute A6 est l'un des axes les plus chargés de la région parisienne avec une moyenne de 275 000 véhicules par jour.

spécialisée dans la chaussée béton. L'exercice a vu en outre l'engagement d'une démarche de certification dans une vingtaine d'unités de l'entreprise, et le renforcement de la politique de formation et d'intégration de jeunes compagnons : au total, plus de 500 jeunes de moins de 20 ans ont été recrutés entre juin et décembre 1995.

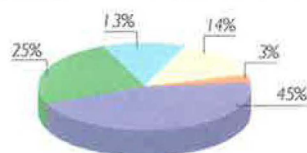
Malgré la stagnation de son activité, Cochery Bourdin Chaussé a maintenu, en 1995, un niveau de résultat satisfaisant (+86 millions de francs) quoiqu'en léger retrait, en raison de l'engagement de certaines restructurations.



Le grand prix de kart de Bercy s'est déroulé en décembre 1995 sur une piste spécialement conçue, posée et démontée par Cochery Bourdin Chaussé.

SGE VBU

Chiffre d'affaires
par métiers



- Autoroutes et routes
- Démolition
- Terrassement
- Canalisations
- Autres

SGE VBU réalise au nord de Berlin la mise en réseau et les travaux de VRD d'un ensemble résidentiel qui s'étend sur près de 100 ha et accueillera plus de 5 000 logements.

SGE VBU a réalisé en 1995, un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de francs, en baisse de 8% par rapport à 1994. Cette baisse, surtout sensible à partir du deuxième trimestre, est constatée dans toutes les filiales de l'entreprise, à l'exception de la filiale berlinoise, spécialisée dans les travaux de démolition. Cette spécialité, qui représente 25% de l'activité du pôle routier allemand de la SGE, et bénéficie de subventions publiques, a mieux

résisté que ceux du terrassement, des travaux routiers et des canalisations. L'entreprise a dû faire face, sur ces métiers de base, à une concurrence renforcée des grandes entreprises ouest-allemandes.

Attributaire privilégiée des marchés autoroutiers dans l'ex-RDA, SGE VBU n'a entrepris que récemment de se redéployer dans le domaine des travaux routiers classiques de plus petite taille et à dominante d'entretien, et d'élargir sa clientèle au secteur privé.





Réalisation par SGE VBU d'une bretelle d'accès à l'autoroute A2 (Berlin - Bochum) à la hauteur de la ville de Brandebourg.

Elle a notamment réalisé, dans ce cadre, l'aménagement d'une zone d'habitations de 100 hectares au nord de Berlin et un programme de travaux dans le quartier de la Friedrichstrasse à Berlin Mitte. Dans ses autres secteurs d'intervention, les chantiers les plus marquants ont concerné la démolition d'un gazomètre de plus de 1 500 tonnes à Magdebourg (Saxe-Anhalt) et l'élargissement de l'autoroute A4 entre Dresde et Eisenach.

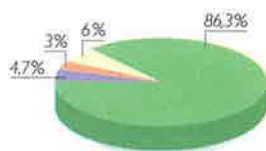
La stagnation du marché puis son recul et l'exacerbation de la concurrence ont provoqué une forte dégradation des marges. Face à cette situation, la SGE a engagé, dès le début de l'année 1995, une action très vigoureuse de restructuration de ses activités routières en Allemagne, avec l'appui des équipes de Cochery Bourdin Chaussé.

La dimension et l'organisation de SGE VBU sont adaptées progressivement

aux nouvelles conditions du marché : réduction d'un tiers des effectifs, limitation et renforcement du rôle des agences, réorganisation en deux "filiales métiers" (routes et construction, démolition et terrassement). Compte tenu des coûts de ces lourdes restructurations et de la perte opérationnelle de l'exercice, le résultat de SGE VBU s'est fortement dégradé et enregistre une perte très importante (392 millions de francs).

Viafrance

Chiffre d'affaires
par métiers



- Grands chantiers autoroutiers
- Travaux traditionnels
- Carrières
- Activités diverses
(étanchéité, signalisation routière...)

Le chiffre d'affaires consolidé de Viafrance s'est élevé à 3,3 milliards de francs, en hausse de 7 % sur l'exercice précédent.

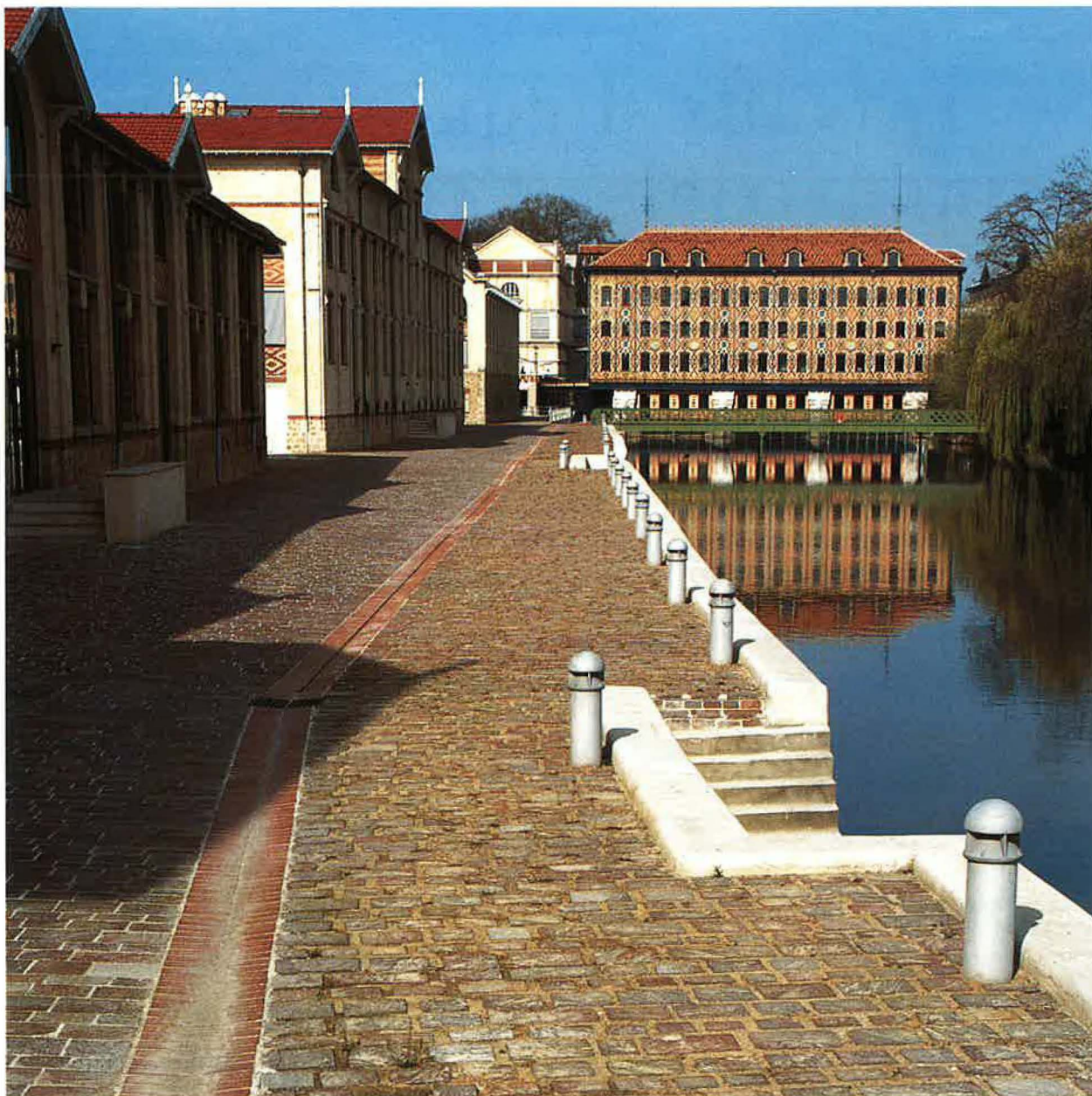
La baisse des commandes des collectivités locales, sensible à partir du deuxième trimestre, a été compensée par un redressement de la commande privée, par le maintien à un bon niveau des travaux sur autoroutes et par la forte croissance de l'activité des carrières.

La carrière de Chailloué, dans l'Orne, a enregistré, en effet, une hausse très sensible de son chiffre d'affaires, liée à la fourniture de granulats pour la construction des chaussées de l'autoroute A29 en Haute-Normandie. Les autres carrières ont également maintenu une production satisfaisante, renforcée par la contribution d'une nouvelle carrière dans le Finistère Sud acquise en association en 1994.

Le fléchissement de l'activité "grands travaux neufs sur autoroutes" a pu être compensé par plusieurs chantiers d'entretien importants sur le réseau en service, sur l'autoroute A6 entre Auxerre et Joigny, sur l'A31 entre Dijon et Beaune, sur l'A7 entre Valence et Tain-l'Hermitage. Par ailleurs, Viafrance a réalisé les chaussées du deuxième tunnel de Chamoise et des nouveaux viaducs de Nantua-Neyrolles sur l'A40. D'autres chantiers significatifs ont marqué l'exercice : le revêtement des berges et du plafond du canal de Niffer (Haut-Rhin) dont la mise à grand gabarit constitue le premier maillon de la liaison Rhin-Rhône, et la rénovation de la piste n°4 de l'aéroport d'Orly en association avec Cochery Bourdin Chaussé.



Acquises en 1989 par Viafrance, les carrières de Chailloué dans l'Orne ont doublé leur production de granulats pour l'approvisionnement du chantier de la future autoroute A29 (Le Havre - Yvetot).



Viafrance a rénové l'ensemble des voiries du nouveau siège de Nestlé France, aménagé sur le site classé des anciennes chocolateries Menier à Noisiel (Seine-et-Marne).

A côté de l'activité routière habituelle, qui a concerné plus de 6 000 chantiers, Viafrance a obtenu des performances satisfaisantes dans ses activités de diversification : étanchéité, signalisation horizontale.

L'entreprise a, par ailleurs, poursuivi ses efforts d'amélioration des ressources humaines. La formation de maçons spé-

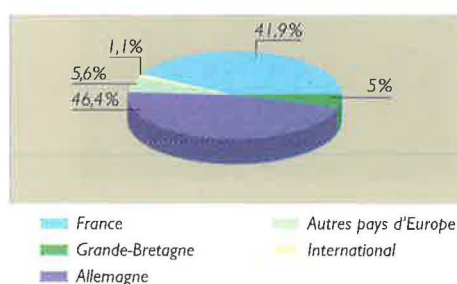
cialisés en travaux routiers, mise en place par le GIRF, organisme commun à Viafrance et à Cochery Bourdin Chaussé, a pu être homologuée au titre de l'enseignement technologique.

Le résultat net de l'exercice, en léger repli, reste à un niveau satisfaisant (55 millions de francs).

Travaux d'équipements industriels et techniques

Les activités de travaux industriels et de second œuvre du bâtiment (T.E.I.T.) représentent plus du quart du chiffre d'affaires de la SGE. Elles s'exercent en France dans les travaux électriques avec SDEL (Saunier Duval Électricité), le génie thermique et climatique avec Tunzini Wanner et Lefort Francheteau. En Allemagne, ce secteur est particulièrement développé ; il représente les deux tiers du chiffre d'affaires de la SGE. Il s'appuie principalement sur G+H Montage, leader européen de l'isolation thermique, ainsi que sur Heinrich Nickel (génie climatique) et Controlmatic (filiale de SDEL et de SGE Deutsche Holding). Rosser and Russell (Norwest Holst) intervient également sur ces marchés en Grande-Bretagne.

Chiffre d'affaires T.E.I.T.
par zones géographiques



En 1995, l'activité consolidée de ce secteur s'est élevée à 11,6 milliards de francs, en légère hausse (+1,7%) par rapport à l'exercice précédent. En France, les métiers de l'électricité, soutenus par l'investissement industriel, ont progressé alors que les autres activités - climatisation, isolation - enregistrent un net recul en raison, notamment, de la récession de l'immobilier tertiaire. En Allemagne, l'année a été marquée par une stagnation, voire une régression, des travaux industriels - à l'exception des travaux électriques - en partie compensée par le maintien d'un bon niveau d'activité dans le second œuvre pour le bâtiment, surtout dans les nouveaux Länder.

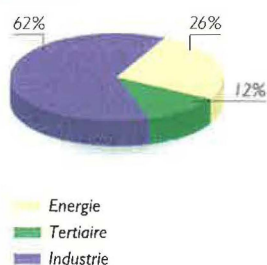
Si la contribution des filiales françaises est restée nettement positive en 1995, le résultat global du secteur des travaux d'équipements industriels et techniques enregistre, néanmoins, une perte significative (-212 millions de francs), en raison des difficultés importantes de ses filiales allemandes, imputables, pour l'essentiel, à la baisse brutale des niveaux de marge et au coût des restructurations engagées durant l'exercice.



SDEL a participé à la rénovation de la salle et des équipements électriques de l'Opéra Garnier qui a réouvert ses portes le 1^{er} mars 1996, après deux ans de travaux.

Saunier Duval Electricité (SDEL) Controlmatic

Chiffre d'affaires
par métiers



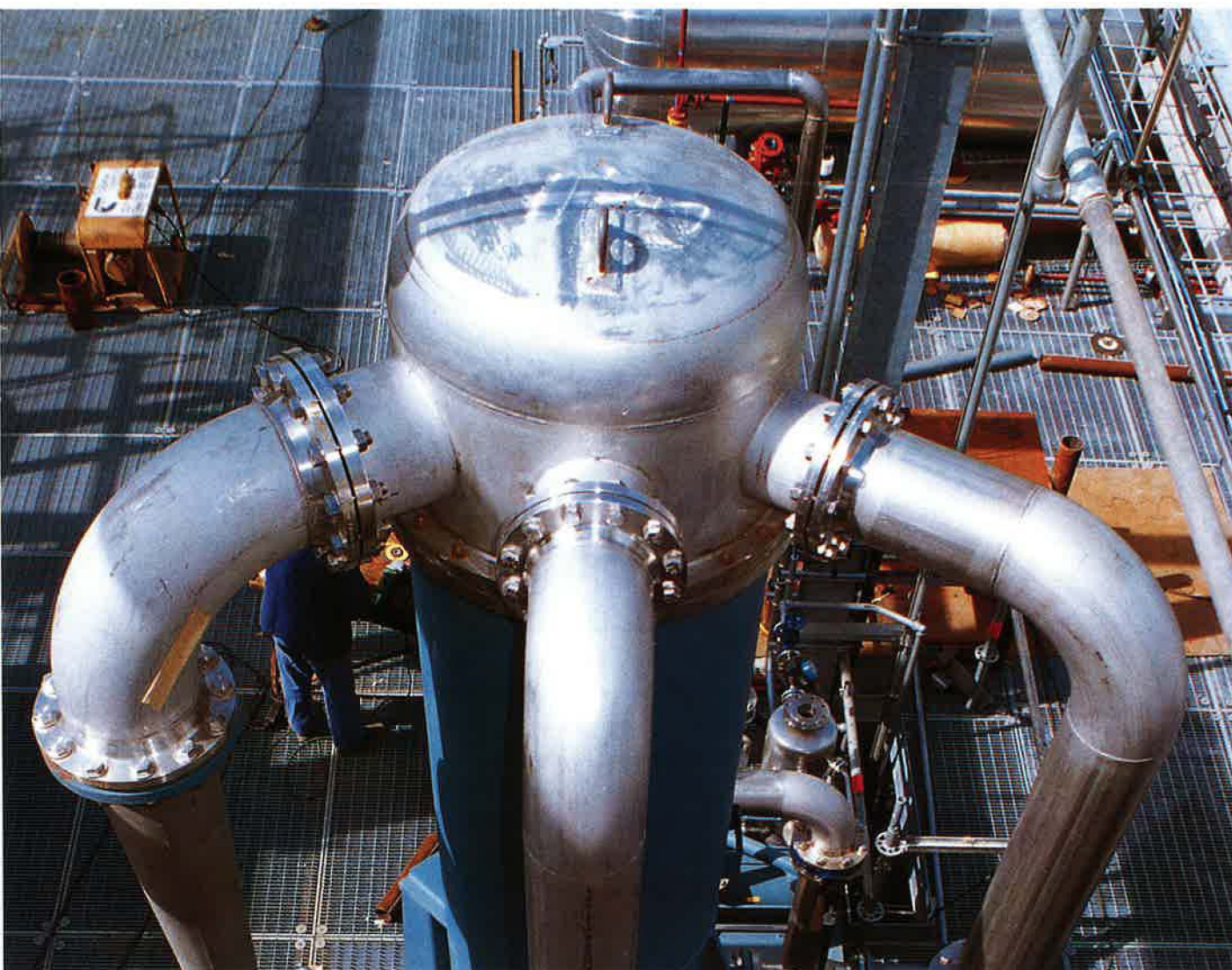
Le chiffre d'affaires de Saunier Duval Electricité (SDEL) a progressé en 1995 à 3 milliards de francs (+14%), compte tenu de la consolidation en année pleine de Controlmatic, intégrée sur huit mois en 1994. A périmètre constant, l'activité est en hausse de 6%. L'industrie (62% de l'activité globale) a tiré l'activité (+8%), tant en France - malgré le ralentissement en fin d'année de l'investissement industriel - qu'en Allemagne. En France, l'année a été marquée par quelques chantiers significatifs pour les centrales nucléaires de Chooz et de Civaux, la plate-forme NKossa d'Elf Congo, l'usine chimique de Solvay à Tavaux dans le Doubs et, à l'export, pour la raffinerie de Kalundborg au Danemark. D'autres contrats de maintenance ont été renouvelés ou obtenus durant l'exercice, notamment pour Elf à Donges et Solaize, pour Atochem à Gonfreville et pour Giat Industries à Satory.

Dans le secteur de l'environnement, SDEL a réalisé en 1995, des instal-

lations de contrôle commande pour la gestion d'usines d'incinération d'ordures ménagères à Cergy-Pontoise et à Ludres près de Nancy, et d'une importante station de traitement d'eaux usées à Rouen.

En Allemagne, après l'importante restructuration entreprise en 1994, Controlmatic enregistre, à périmètre comparable, une progression de 10% de son chiffre d'affaires. Elle a remporté des contrats significatifs d'instrumentation et de contrôle commande pour l'industrie papetière. Son carnet de commandes à fin 1995 est en progression sensible (+24%), tant à l'est qu'à l'ouest de l'Allemagne. La société a créé deux filiales en Pologne et en Suisse allemande.

L'activité tertiaire en France a connu une nouvelle diminution (-3%), en raison de la situation dégradée du marché immobilier, et de l'achèvement, pendant l'exercice, des grands projets de la Cité Internationale de Lyon et du siège de la Société Générale à La Défense. L'entreprise a obtenu,



SDEL a réalisé l'instrumentation et les automatismes de l'usine Dico de production de diester (carburant à base de colza) à Grand-Couronne près de Rouen.

néanmoins, une commande significative pour l'aménagement des salles des marchés du Crédit Agricole. Elle a initié un redéploiement de ses activités (courants forts, courants faibles, précâblage) sur le marché porteur de la rénovation et de la réhabilitation d'ensembles tertiaires (bureaux, hôtels, hôpitaux). Un important chantier a été engagé, durant l'exercice, pour l'équipement de la tour Paul Doumer, futur siège d'Indosuez à La Défense.

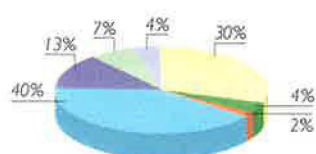
Le secteur du transport et de la distribution d'énergie s'est stabilisé après un net recul en 1994. Les travaux d'électrification rurale et de contrôle commande et les installations de réseaux sur autoroutes ont soutenu l'activité. Les travaux de lignes haute tension et de postes de transformation enregistrent, en revanche, une nouvelle baisse en raison de la stagnation de la consommation d'énergie et des

contraintes d'environnement qui pèsent sur la programmation des investissements d'EDF.

La contribution cumulée de SDEL et de Controlmatic au résultat de la SGE s'est élevée à 40 millions de francs. Elle intègre une amélioration sensible du résultat en France et une forte réduction de la perte opérationnelle en Allemagne.

Tunzini Wanner

Chiffre d'affaires
par métiers



- Isolation
- Constructions frigorifiques
- Second œuvre architectural
- Climatisation
- Protection contre l'incendie
- Environnement
- Canalisations

Tunzini Wanner a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de francs, en recul de 7% sur l'exercice précédent. La société a été confrontée à une contraction sévère de ses principaux métiers : le génie climatique tertiaire, en raison de la situation de l'immobilier, et le calorifugeage industriel, du fait de l'absence d'investissements industriels significatifs.

TUNZINI

À côté de son métier de base, le génie climatique, Tunzini a développé un portefeuille d'activités complémentaires dans la protection contre l'incendie et le traitement des déchets. Son chiffre d'affaires s'est élevé en 1995 à 1,3 milliard de francs, en repli de 8% sur l'exercice précédent.

Le secteur du génie climatique a connu une baisse sensible en 1995. Quelques chantiers significatifs ont néanmoins marqué l'exercice : le siège d'Air France à Roissy, celui de la Société Générale à La Défense, la gare T.G.V. de Roissy, livrée en 1995, le

siège de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale à Paris, et les Palais de Justice de Grasse et de Bordeaux engagés pendant l'année.

Tunzini a également remporté un important contrat pour la climatisation de l'hôpital Georges Pompidou à Paris.

Dans le domaine de la protection contre l'incendie, dont le marché est soutenu par la politique incitative des compagnies d'assurance, l'activité de Tunzini a connu une forte progression (+27%). Deux chantiers importants ont été achevés durant l'exercice : l'usine de la Seita à Riom (Puy-de-Dôme) et l'usine Renault à Ruitz dans le Pas-de-Calais. Un département spécialisé de protection incendie sur les navires a également été créé.

Dans le secteur de l'environnement (incinération des ordures ménagères et des déchets industriels, traitement des fumées) le chiffre d'affaires s'est stabilisé après trois années de croissance rapide ; l'entreprise a reçu une importante commande pour l'extension de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Toulouse.

WANNER

Wanner a réalisé en 1995, un chiffre d'affaires de 850 millions de francs, en diminution de 15 % sur l'exercice précédent.

Le calorifugeage industriel, son principal métier, a connu un ralentissement marqué de son activité, en raison de la réduction forte des investissements de ses principaux clients industriels dans la sidérurgie, la chimie et la pétrochimie. Un important chantier a été mené à terme sur l'unité de production de tubes cathodiques du groupe coréen Daewoo près de Nancy.

Dans l'industrie nucléaire, Wanner a réalisé les travaux d'isolation des équipements primaires et auxiliaires de la centrale de Civaux (Vienne) ainsi que le remplacement des générateurs de vapeur des centrales nucléaires de Dampierre et de Saint-Laurent.

Elle a développé, par ailleurs, des activités connexes, notamment pour l'enlèvement de l'amiante. Elle est intervenue en 1995, dans ce domaine, au lycée Louis Le Grand à Paris, au lycée agricole de Brie-Comte-Robert en Seine-et-Marne, à l'Institut Français du Pétrole à Rueil-Malmaison.

La fabrication et l'installation de canalisations préisolées pour la réalisation de réseaux enterrés de transport d'eau chaude et d'eau glacée est restée stable sur un marché étroit.

Wanner a, par ailleurs, réduit fortement son activité dans le second œuvre architectural (installation de faux plafonds, de cloisons et de planchers techniques) et les constructions



frigorifiques (environnement à températures et hygrométrie contrôlées pour l'industrie agroalimentaire), ces deux activités étant soumises à une intense concurrence de petites et moyennes entreprises.

Compte tenu de cet environnement durablement dégradé, une démarche globale d'adaptation des structures et des effectifs de production a été engagée chez Wanner ainsi que dans le génie climatique chez Tunzini.

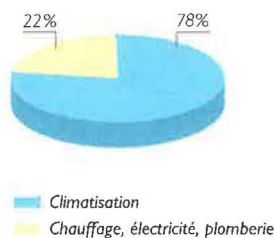
Cet effort de restructuration a pesé sur le résultat de l'exercice et explique le repli de la contribution (- 10 millions de francs) de l'ensemble Tunzini Wanner au résultat du Groupe.

Tunzini Protection Incendie a réalisé la protection incendie de l'usine de la Seita à Riom dans le Puy-de-Dôme en installant un réseau de sprinklers sur l'ensemble de l'établissement.



Heinrich Nickel a équipé en climatisation la tour du Japan Center, en cours de construction au cœur du quartier d'affaires de Francfort-sur-le-Main (Hesse).

Chiffre d'affaires par métiers



La filiale allemande de génie climatique a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 680 millions de francs, en retrait de 17 % par rapport à 1994. Cette évolution résulte principalement de la politique d'assainissement engagée dès le début de l'exercice sous l'impulsion de Tunzini.

Heinrich Nickel

Cette politique a notamment conduit à la fermeture ou à la cession de plusieurs filiales non stratégiques ou déficitaires, à la réduction des frais fixes, au recentrage sur les métiers de base dans l'industrie (salles blanches, télécommunications) tant en Allemagne qu'à l'exportation. Plusieurs grands chantiers ont été réalisés en Allemagne, notamment ceux du centre commercial Stern Center à Potsdam, de l'immeuble du Lindencorso à Berlin, de la caisse d'assurance maladie de Sarrebruck, et du centre régional de Deutsche Telekom à Constance. Hors Allemagne, Nickel a obtenu un contrat important pour la climatisation et le chauffage d'une usine Skoda en République Tchèque et achevé la climatisation des salles blanches des laboratoires Shering en Corée.

En 1995, le résultat de Heinrich Nickel, déjà déficitaire lors de l'exercice précédent, s'est considérablement alourdi (-202 millions de francs) en raison du poids important (125 millions de francs) des charges de restructuration.

Lefort Francheteau

Lefort Francheteau a installé les équipements de climatisation du nouveau siège social du Crédit d'Équipement des Petites et Moyennes Entreprises à Maisons-Alfort, près de Paris.

Lefort Francheteau a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 473 millions de francs, en progression de 22 %.

L'activité de climatisation s'est maintenue, dans un contexte pourtant défavorable dans l'immobilier tertiaire ; les deux autres métiers de l'entreprise ont connu un développement très significatif : + 16 % pour la filiale Saga, dans le secteur de la réhabilitation-maintenance, + 12 % pour Sonex, dans la branche entretien-exploitation.

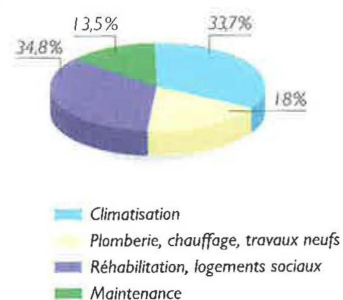
L'entreprise a réalisé pendant l'exercice plusieurs chantiers parisiens importants, pour la climatisation de la Bibliothèque de France, la rénovation de la Caisse Nationale de Prévoyance au-dessus de la gare Montparnasse, la plomberie et la réalisation de la centrale frigorifique des tours de la Société Générale à La Défense. Elle a poursuivi ses travaux sur le siège du CEPME à Maisons-Alfort, le technocentre de Renault à Guyancourt, la rénovation de la tour UAP à La Défense et le siège de Chronopost à Issy-les-Moulineaux.



Des chantiers importants ont également été engagés à Saint-Denis sur le siège d'EDF Production Transport, à La Défense et au musée du Louvre sur la Grande Galerie de l'Aile Denon. Par ailleurs, Saga a réalisé des chantiers significatifs pour l'hôpital militaire Percy, l'ambassade de France en Arménie, l'hôtel de ville de Saint-Germain et la réhabilitation de près de 4 000 logements sociaux en région parisienne.

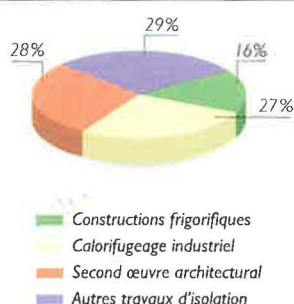
Lefort Francheteau a maintenu en 1995 une contribution très satisfaisante au résultat de la SGE (23 millions de francs).

Chiffre d'affaires par métiers



G+H Montage

Chiffre d'affaires
par métiers



G+H Montage, principale filiale du Groupe SGE en Allemagne, a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 5,2 milliards de francs, en baisse de 4% à périmètre constant.

Première entreprise européenne de travaux d'isolation, G+H Montage a connu une évolution contrastée de ses différents métiers. Les travaux pour l'industrie (calorifugeage industriel, acoustique industrielle) ont vu leur activité stagner ou régresser, alors que les métiers du bâtiment ont enregistré une progression plus sensible dans l'isolation des façades que dans le

second œuvre architectural. L'isolation de navires a connu, pour sa part, un net recul de son chiffre d'affaires. Quelques chantiers significatifs ont marqué l'exercice : les travaux d'isolation acoustique pour les nouveaux centres de messagerie de la Deutsche Post (plus de trente au total sur l'ensemble de l'Allemagne) la livraison clés en mains d'une usine de traitement de viande à Leipzig, les façades de deux centres de télécommunications à Berlin et l'aménagement intérieur du navire de croisière Costa Victoria à Brême.

Plus de trente centres de tri de colis postaux, équipés d'un nouveau système d'affranchissement, ont été isolés acoustiquement par G+H Montage à travers toute l'Allemagne.





L'aménagement intérieur du nouveau navire de croisière Costa Victoria, en cours de construction aux chantiers navals de Brême, est en partie réalisé par G+H Montage.

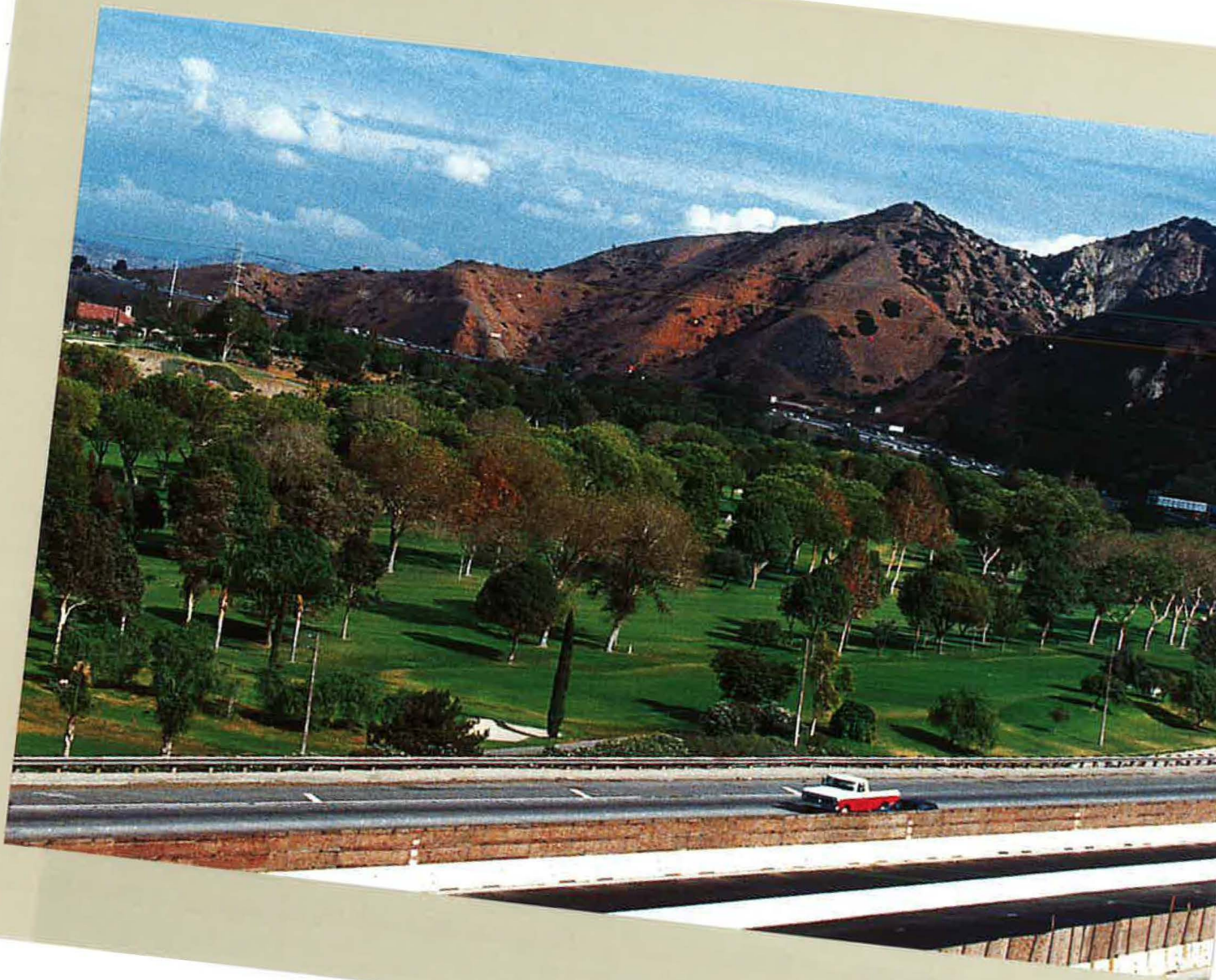
Hors d'Allemagne, G+H Montage affiche un net recul de ses activités en Grande-Bretagne, particulièrement dans l'offshore et le calorifugeage industriel.

La détérioration rapide du niveau des prix et des marges dans ses différents métiers a fortement pesé sur la rentabilité de G+H Montage en 1995. Cette détérioration, qui a concerné tous les métiers de l'entreprise, s'explique par une conjonction de facteurs : accentuation de la concurrence sur un marché en stagnation,

modification des comportements d'achat après la récession industrielle de 1993-1994, et recours massif de certaines entreprises à une main d'œuvre étrangère faiblement rémunérée. Le résultat de l'entreprise a été, par ailleurs, affecté par le coût des mesures de restructuration engagées dès le début de l'exercice : arrêt d'activités et d'implantations déficitaires, réduction des effectifs, réor-

ganisation de filiales étrangères peu rentables (en Grande-Bretagne et en Autriche). Par ailleurs, l'entreprise a engagé des négociations avec les partenaires sociaux pour maîtriser les charges croissantes du système interne de retraite complémentaire mis en place il y a vingt cinq ans.

Au total, G+H Montage a enregistré, en 1995, une perte importante (- 63 millions de francs).



Cofiroute gère, depuis la fin de l'année 1995, une autoroute à péage de 16 km, construite sur le terre-plein central de l'autoroute SR91, qui dessert les comtés de San Bernardino, Orange et Riverside de Los Angeles en Californie, et qui est accessible exclusivement par télépéage.





Autres activités

Dans le prolongement naturel de ses métiers de bâtisseur, la SGE est aujourd'hui un actionnaire et un partenaire actif de sociétés concessionnaires de grands équipements d'infrastructures en France et au Portugal. Elle participe également, comme partenaire, à certaines opérations immobilières en Allemagne.

Concessions

COFIROUTE

La SGE est actionnaire à hauteur de 30,88% de Cofiroute, principale société privée concessionnaire d'autoroutes et opérateur d'un réseau d'environ 750 km, comprenant principalement Paris-Le Mans et Paris-Tours. La progression du trafic, particulièrement nette en fin d'année en raison de la grève de la SNCF, et les relèvements tarifaires intervenus en juin ont porté le chiffre d'affaires à 3,7 milliards de francs (+8,7%). L'année 1995 a été marquée par la publication du décret du 26 septembre 1995 approuvant le 8^e avenant au contrat de Concession, complété par le premier contrat de plan quinquennal signé le 6 décembre 1995. Cet avenant définit, notamment, les conditions de financement (y compris les règles tarifaires) et de réalisation des nouveaux tronçons d'autoroute confiés à Cofiroute sur l'A85 entre Tours et Vierzon, l'A28 entre Alençon et Tours, l'A86 entre Rueil et Versailles, d'une part, Rueil et l'A12 d'autre part. Ce nouveau programme représente un investissement de 26 milliards de francs à réaliser sur les dix prochaines années.

Il pourra être, toutefois, réajusté en fonction de la fréquentation réelle du réseau et de l'évolution des taux d'intérêt. En contrepartie, la durée de la concession a été augmentée de 15 ans pour le réseau interurbain; elle a été fixée à 50 ans à partir de la mise en service pour le bouclage de l'A86. L'obtention des déclarations d'utilité publique sur plusieurs de ces projets (le tronçon Tours-Vierzon, le contournement de Langeais sur l'A85, le bouclage de l'A86) va permettre d'engager les travaux à une échelle importante.

Le volume de travaux d'équipement réalisé par Cofiroute en 1995 a été significatif, avec la mise en service d'un échangeur sur l'A10 à hauteur de Tours, d'un autre sur l'A11 à l'ouest d'Angers et avec la poursuite des travaux sur l'A85 (Angers-Langeais). Sur le réseau existant, 52 km de chaussées ont été élargies et 14 aires de repos réaménagées.

Cofiroute a poursuivi également son développement international, avec l'ouverture à la circulation en fin d'année, de l'autoroute SR91 à Los Angeles, équipée d'un télépéage dyna-

mique, et la signature d'un contrat d'assistance technique pour la remise en état et l'exploitation au Brésil de l'autoroute Rio - São-Paulo.

Le résultat net de Cofiroute s'établit à 605 millions de francs (187 millions de francs pour la quote-part SGE, consolidée en équivalence). L'endettement au 31 décembre 1995 était de 6,8 milliards de francs. Cofiroute a lancé en novembre 1995 un emprunt obligataire de 1,6 milliard de francs qui a été bien accueilli par le marché.

AUTRES CONCESSIONS

PRADO CARÉNAGE

La SGE est le premier actionnaire (avec 23%) de la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage, concessionnaire de l'ouvrage qui permet de traverser par voie souterraine le centre-ville de Marseille depuis septembre 1993.

En 1995, son trafic a progressé de 16,4% par rapport à 1994 et a franchi pour la première fois la barre des 10 millions d'usagers. Le tarif de base a été porté à 12 francs le 1^{er} octobre 1995 et les recettes nettes ont progressé de 25,5% à 111 millions de francs.



La section Angers-Saumur (38 kilomètres) de l'autoroute A85 (Angers - Tours) sera mise en service en janvier 1997.

La perspective d'un allègement de la charge d'intérêts conjuguée aux effets de la dernière hausse tarifaire devrait permettre à la S.M.T.P.C. d'améliorer en 1996 un résultat encore très déficitaire en 1995.

PONT SUR LE TAGE

Le contrat de concession des traversées de l'estuaire du Tage à Lisbonne a été signé le 24 mars 1995. Le nouveau pont Vasco de Gama situé à 12 km en amont du Pont du 25 Avril, construit en 1966, sera livré en 1998. La concession, consentie à la société Lusoponte (dont la SGE est actionnaire à hauteur de 24,8 %), pour une durée maximale de 33 ans, inclut l'exploitation du Pont du 25 Avril - dont le transfert effectif est intervenu le 1^{er} janvier 1996 - avec un personnel spécialement recruté et formé pour cette mission. Malgré des difficultés et des retards consécutifs aux contraintes

d'environnement, à une modification de configuration des sites mis à disposition pour les installations de chantiers, et à l'introduction par le concédant de nouveaux critères techniques de conception plus sévères concernant la corrosion et la séismicité, le chantier a été entrepris sur l'ensemble du tracé. Les terrassements maritimes et terrestres ont été réalisés aux deux tiers, les fondations des ouvrages ont été exécutées à plus de 50 %, les expropriations et déviations de réseaux sur les emprises terrestres sont très largement avancées.

Le besoin de financement qui s'élève à 6,3 milliards de francs, est couvert pour un tiers par les actionnaires et l'État portugais, pour un tiers par une subvention du Fonds de Cohé-

sion de l'Union Européenne, et pour le dernier tiers par un prêt de la Banque Européenne d'Investissements contregaranti par le pool bancaire de la société concessionnaire.

STADE DE FRANCE

La SGE est actionnaire à 33,33 % de la société concessionnaire chargée de construire et d'exploiter pendant 30 ans le Stade de 80 000 places qui est en cours d'édification à Saint-Denis. Cet équipement, unique en son genre en France, accueillera les rencontres des équipes nationales de football et de rugby, et grâce à sa configuration modulable (tribunes mobiles de 26 000 sièges), les rencontres internationales d'athlétisme et potentiellement les Jeux Olympiques.



L'étendue des surfaces couvertes (130 000 m², dont plus de 30 000 "habitables") est propice à l'accueil de grands spectacles culturels, extra ou parasportifs. Le Stade sera un point de rencontre pour des réunions, congrès et expositions, au cœur de l'Île-de-France.

Les travaux ont été engagés selon un planning très serré, dès le 2 mai 1995. Fin décembre 1995, les terrassements et fondations étaient terminés, et plus du tiers du gros œuvre était réalisé. Le montage de la couverture, gigantesque ellipse de 9 000 tonnes, suspendue à 18 aiguilles, sera l'étape la plus délicate du chantier et commencera pendant l'été 1996. La présence inattendue de nombreux polluants dans le sous-sol a obligé le concessionnaire à procéder simultanément à d'importants travaux de décontami-

nation et de protection contre la pollution, qui ont troublé significativement le déroulement de la construction et son calendrier.

Leur prise en charge par l'État, très incomplète en ce qui concerne les perturbations indirectes, fait l'objet d'un litige.

La construction devrait s'achever à fin novembre 1997 et le Stade entrer en service dès février 1998 pour la Coupe du Monde de Football 1998.

Le financement du projet inclut une subvention de l'État de 1 267 millions de francs sur un besoin de financement proche de 2 650 millions de francs.

Le Traité de concession du Stade de France a été signé le 29 avril 1995.

Le chantier a été engagé immédiatement; il devrait s'achever en novembre 1997

pour permettre au Stade d'accueillir durant l'été 1998 la Coupe du Monde de football.

MUSE

La première tranche de ce réseau souterrain de transport, associant véhicules légers et transports en commun, qui a été concédé par le département des Hauts-de-Seine à la société Muse SA (dont la SGE est actionnaire à 26 %) comprendra deux sections : Gennevilliers - Paris au nord du département, Clamart - Issy-les-Moulineaux, au sud. Le concédant a décidé d'engager, dans les communes concernées, la concertation préalable à l'enquête d'utilité publique qui devrait se dérouler en 1997.

IMMOBILIER

La SGE est partenaire ou opérateur de quatre projets immobiliers à Berlin, qui sont entrés en phase d'achèvement ou de réception.

Le Lindencorso. Cette opération concerne la construction d'un immeuble de sept étages de près de 27 000 m² de surface locative comprenant des bureaux, des commerces, des logements et des parkings, sur un terrain de 4 900 m² situé à l'angle de l'avenue Unter den Linden et de la Friedrichstrasse, dans Berlin-Mitte. La SGE y est associée, avec une part de 50 %, à trois promoteurs allemands. L'immeuble sera livré à la fin de l'été 1996.

Le Friedrichstadt Passagen. Le projet porte sur l'aménagement d'un terrain de 16 500 m², ouvrant sur la la Friedrichstrasse, située également dans Berlin-Mitte, et qui a été divisé en trois lots. La SGE détient une participation de 25 % dans le lot qui est situé à l'angle de la Französische Strasse et de la Friedrichstrasse, dont le programme comprend la construction d'un immeuble de sept étages de 33 400 m², comportant une vaste surface commerciale destinée aux Galeries Lafayette, des bureaux, des commerces, des logements et des parkings. La livraison de l'immeuble prévue vers le milieu de 1995, a été retardée en raison de difficultés diverses de construction. Les Galeries Lafayette ont pu, néanmoins, y ouvrir leur magasin le 29 février 1996.

Le projet Anthropolis, situé près de l'aéroport de Tegel, comprend près

de 47 000 m², essentiellement de bureaux (dont 40 % en rénovation). La partie rénovée, livrée début 1995, connaît une commercialisation lente. La réception du reste du programme interviendra au second semestre 1996. La première tranche de l'opération **Wartberlin**, dans le quartier de Hohenschönhausen dans la partie Est de Berlin, représente 10 000 m² de bureaux ; elle a été cédée en 1995 dans des conditions satisfaisantes à un fonds d'investisseurs allemands.

Pour les trois premières opérations, le niveau des loyers à obtenir, les prévisions d'occupation et les valeurs éventuelles de cession ont été affectés par la dégradation du marché immobilier à Berlin, reflet d'une conjoncture générale morose et empreinte d'attentisme, en raison des incertitudes du calendrier de transfert des administrations fédérales. De nouvelles et importantes provisions ont été constituées sur ces programmes.

Les Galeries Lafayette ont ouvert à Berlin, le 29 février 1996, leur premier magasin allemand. Celui-ci est situé au cœur de la ville dans un des lots du complexe immobilier des Friedrichstadt Passagen, dans lequel la SGE détient une participation de 25 %.



Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1996

Sommaire

► Rapport du Conseil d'Administration	56
► Comptes consolidés	61
<i>Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés</i>	78
► Comptes sociaux	79
<i>Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels</i>	95
<i>Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées</i>	96
► Projets de résolutions	97

Rapport du Conseil d'Administration

à l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1996

ACTIVITÉ DE L'EXERCICE 1995

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe SGE s'est élevé à 45 252 millions de francs en 1995, en baisse de 1,2 %, à périmètre réel, par rapport au chiffre constaté lors de l'exercice précédent.

Globalement les variations de périmètre et de change n'ont pas d'incidence significative sur l'évolution du chiffre d'affaires entre les deux exercices.

La part de cette activité réalisée à l'étranger atteint 18 497 millions de francs, soit un niveau sensiblement identique en valeur au total constaté en 1994 : ces chiffres représentent 40,9 % de l'activité globale du Groupe en 1995, contre 40,6 % en 1994.

La quote-part réalisée par le Groupe en Allemagne atteint 22,3 % en 1995 (contre 21,8 % en 1994), maintenant, comme en 1994, à près de 93 % la part d'activité exécutée en Europe, France incluse.

La répartition de l'activité entre les différents secteurs d'activité se présente comme suit :

(en millions de francs)

	1994	1995	Variation
Entreprise Générale	22 714	21 981	- 3,2 %
Routes	11 680	11 631	- 0,4 %
Travaux d'équipements industriels et techniques	11 452	11 642	+ 1,7 %
Divers	319	441	ns
Éliminations	- 359	- 443	
	45 806	45 252	- 1,2 %

Par métier, on peut indiquer que la répartition de l'activité au sein du Groupe est restée relativement stable avec 18,5 % pour le bâtiment, 27,2 % pour le génie civil (y compris les travaux hydrauliques), 24,5 % pour les travaux routiers, 26,4 % pour les travaux d'équipements industriels et techniques, le solde comprenant, principalement les activités de services, concentrées chez Sogea.

La partie descriptive, qui précède le présent rapport, détaille les données essentielles de l'activité des principales filiales du Groupe.

PERSPECTIVES 1996

L'évolution générale de la conjoncture dans les pays de l'Europe conduit à envisager pour 1996 une baisse de l'activité de l'ordre de 5 %. Cette baisse pourrait être particulièrement sensible en Grande-Bretagne, pour Norwest Holst, en Allemagne, pour SGE VBU, dont le chiffre d'affaires pourrait baisser de plus d'un quart, et en France pour Tunzini et Wanner Isofi, atteints, l'une et l'autre, dans leurs marchés de base de la climatisation et de l'isolation industrielle.

En terme de résultats, on peut escompter les premiers effets des mesures de restructuration en cours en Allemagne depuis le 1^{er} semestre 1995, mais sans, toutefois, que cela ne conduise encore, pour cet exercice, au retour à l'équilibre.

COMPTES DE L'EXERCICE

Le compte de résultat consolidé, fait ressortir pour l'exercice 1995 une perte totale (part du Groupe) de 933 millions de francs contre un bénéfice de 290 millions de francs en 1994.

L'analyse de ce résultat permet de mettre en évidence les données suivantes, en classant les grandes filiales opérationnelles par origine géographique :

Filiales françaises	377 millions de francs
Filiales allemandes	- 852 millions de francs
Filiales britanniques	- 150 millions de francs
Filiales opérationnelles	- 625 millions de francs
Cofiroute	187 millions de francs
Holding SGE	- 118 millions de francs
Total hors immobilier allemand	- 556 millions de francs
Immobilier allemand	- 377 millions de francs
	- 933 millions de francs

Les filiales françaises confirment ainsi leur résistance convenable aux effets de la dégradation de la conjon-

ture, alors qu'apparaît clairement l'impact, pour les filiales allemandes, de l'évolution des marchés sur lesquels elles évoluent.

En Grande-Bretagne, bien qu'encore en perte significative, on constate la poursuite d'une amélioration qui reste lente, mais qui permet aujourd'hui de considérer que l'objectif d'équilibre de l'exploitation en 1997 est à la portée de Norwest Holst.

En ce qui concerne l'examen du compte de résultat, l'analyse entre résultat courant et résultat exceptionnel montre que la perte de l'exercice est due pour l'essentiel aux éléments exceptionnels qui représentent une charge nette de 936 millions de francs (dont 354 millions de francs au titre des filiales allemandes de travaux et 368 millions de francs au titre des opérations immobilières en Allemagne).

Le résultat d'exploitation est en repli de 368 millions de francs par rapport à 1994, dont 420 millions de francs pour les seules filiales allemandes, confirmant la bonne tenue de l'ensemble des filiales françaises et la poursuite de l'amélioration, sur ce plan, de Norwest Holst.

Les frais financiers passent de 81 millions de francs en 1994 à 106 millions de francs en 1995 (venant, rappelons-le, de 156 millions de francs en 1993 et de 184 millions de francs en 1992) en raison, essentiellement, de l'accroissement des charges financières liées au portage des immeubles achevés.

Parmi les éléments les plus significatifs du tableau de financement et du bilan consolidé, on peut noter que :

- la capacité d'autofinancement, même si elle apparaît en très forte réduction par rapport à l'exercice passé (977 millions de francs contre 1 665 millions de francs), couvre sensiblement le montant des investissements nets de l'exercice (1 359 millions de francs d'investissements et 345 millions de francs de désinvestissements), non comprise naturellement l'incidence en comptabilité du passage en immobilisations

des actifs immobiliers de Berlin pour 1 023 millions de francs en 1995, compensée par une diminution corrélative du besoin en fonds de roulement.

- les provisions pour risques et charges à 5 642 millions de francs, au passif du bilan se maintiennent à un niveau élevé,

- l'endettement financier net, qui intègre notamment près de 1 360 millions de francs au titre des actifs immobiliers de Berlin, se détériore d'environ 900 millions de francs d'un exercice sur l'autre, traduisant un certain alourdissement du besoin en fonds de roulement des filiales opérationnelles.

Les comptes sociaux de la société mère SGE se soldent en 1995 par une perte de 852 millions de francs, comprenant un risque de dépréciation, d'une part des créances détenues par la SGE sur sa filiale SGE Deutsche Holding, qui représentent un montant de 563,6 millions de francs, et d'autre part, d'une partie des actifs immobiliers de Berlin, pour un montant de 345 millions de francs.

Compte tenu de ce résultat, la situation nette sociale au 31 décembre 1995 est ramenée à 3 293 092 369,84 francs.

La SGE détient désormais directement et indirectement 100 % de Sogea, suite à l'apport à cette dernière de ses parts dans les sociétés en nom collectif Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance et à l'offre publique de retrait suivi d'un retrait obligatoire réalisé par sa filiale à 100 % Socofreg.

PROPOSITION D'AFFECTATION DES RÉSULTATS

Il vous est proposé d'imputer la perte de l'exercice, soit 851 994 738,10 francs français, d'abord sur le compte de report à nouveau de l'exercice précédent à hauteur de 317 828 039,46 francs et, pour le solde,

soit 534 166 698,64 francs, sur le poste "Primes d'émission, de fusion et d'apport".

Conformément à la loi, nous vous rappelons ci-dessous les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre de titres rémunérés	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu Global
1992	23 974 657	5,00F	2,50F	7,50F
1993	24 543 375	5,00F	2,50F	7,50F
1994	29 197 859	5,00F	2,50F	7,50F

Nous vous précisons enfin que les dépenses visées par l'article 39.4 du Code Général des Impôts ont atteint 134 568 francs en 1995.

RÉPARTITION DU CAPITAL - BOURSE

Au 31 décembre 1995, le capital social de votre société était divisé en 30 197 084 actions de 85 francs (soit un capital nominal de 2 566 752 140 francs), l'augmentation d'un exercice sur l'autre de 999 225 actions étant due, d'une part, à l'exercice des options offertes au titre du paiement du dividende en actions par un ensemble d'actionnaires représentant environ 85 % du capital, et incluant, naturellement, la Compagnie Générale des Eaux, d'autre part aux souscriptions recueillies auprès des salariés dans le cadre du Plan d'Épargne Groupe (PEG), mis en place en février 1995.

Il s'y ajoute, à hauteur de 2 075 actions, les options levées par certains salariés du Groupe, qui en étaient bénéficiaires.

Au 31 décembre 1995, la Compagnie Générale des Eaux détenait 80,76 % de votre société.

À la Bourse de Paris, le cours de l'action SGE a évolué en 1995 entre 204 francs, au plus haut, et 95 francs au plus bas, remontant à la clôture de l'exercice à 107,5 francs. Son évolution moyenne après avoir suivi sensiblement au premier trimestre les

évolutions du CAC 40 et du marché en général, a, par la suite, nettement décroché jusqu'à la fin de l'année.

Le début de l'année 1996 a, sur ce plan, marqué un léger redressement, malgré un volume de transactions qui poursuit une baisse amorcée dès 1994. Cette réduction de volumes a amené la Société des Bourses de Valeur à retirer l'action SGE de l'indice SBF 120, dans lequel elle figurait depuis sa création.

INFORMATIONS SOCIALES

Les effectifs moyens des sociétés consolidées ont atteint en 1995 : 60 898 personnes (contre 63 366 en 1994).

Dans ce total le nombre de personnes relevant de contrats de droits européens était de 52 137 et celui des personnels de droits locaux (hors Europe) de 8 761.

Dans la variation de l'exercice, les modifications de périmètre se traduisent par une réduction de 550 personnes, malgré l'entrée d'environ 480 personnes en

Allemagne, dans des sociétés jusqu'alors non consolidées. L'impact des mesures de restructuration est d'environ 2 220 personnes, dont près de 1 500 en Allemagne.

Comme indiqué l'an passé, et selon l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 7 mars 1994, le Plan d'Épargne du Groupe a permis de créer 242 455 actions nouvelles, bloquées dans le cadre des dispositions légales au sein d'un Fonds Commun de Placement.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les mandats de onze des membres du Conseil d'Administration arrivent à expiration à l'occasion de la présente Assemblée. Il vous est proposé de renouveler les mandats pour une durée de six années (soit jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2001) de MM. CAMBOURNAC, DEJOUANY, ESPALIOUX, GIRAUDET, GUITONNEAU, MESSIER, MICHEL, RICHARD et ZACHARIAS, et de nommer en qualité d'Administrateurs pour la même durée MM. BAZY et LAMY.

Comptes Consolidés

Les trois derniers exercices

(en millions de francs)

	1995	1994	1993
Chiffre d'affaires	45 252	45 807	43 271
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger (1)	18 497	18 582	16 764
% du chiffre d'affaires total	40,9 %	40,6 %	38,7 %
Résultat net part du Groupe	(933)	290	306
Capitaux propres après résultat de l'exercice	3 155	4 109	2 982
Provisions pour risques et charges	5 642	5 271	5 249
Endettement financier net	505	(394)	687
Capacité d'autofinancement	977	1 665	1 268
Investissements nets de cessions	1 139	1 659	911
Immobilisation d'actifs immobiliers (2)	1 023		
Effectifs moyens	60 898	63 366	63 073

(1) A compter de l'exercice 1995, le chiffre d'affaires réalisé dans les départements d'Outre-Mer est inclus dans le chiffre d'affaires France. En conséquence, les chiffres des exercices 1993 et 1994 ont été retraités pour être rendus comparables.

(2) Concerne le transfert en patrimoine des encours immobiliers du Groupe à Berlin (cf. Note 2.1).

Bilan consolidé

(en millions de francs)

ACTIF	Notes	1995	1994
Immobilisations incorporelles	3	301,1	251,6
Écarts d'acquisition	4	1 151,9	1 237,8
Immobilisations corporelles	5	5 900,6	4 658,2
Immobilisations financières			
Titres de participation	6	1 563,8	1 634,1
Titres mis en équivalence	7	855,5	796,3
Autres immobilisations financières	8	551,8	473,4
		2 971,1	2 903,8
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9	216,8	307,8
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		10 541,5	9 359,2
Stocks et travaux en cours	10	4 411,1	5 540,2
Clients et comptes rattachés		14 335,5	13 987,8
Autres débiteurs		4 151,9	3 823,4
Valeurs mobilières de placement et créances financières à court terme	12-16	3 609,6	4 115,1
Disponibilités	16	1 076,5	1 179,7
TOTAL ACTIF CIRCULANT		27 584,6	28 646,2
TOTAL DE L'ACTIF		38 126,1	38 005,4

(en millions de francs)

PASSIF	Notes	1995	1994
Capitaux propres	13		
Capital		2 566,8	2 481,8
Réserves consolidées part du Groupe		1 521,0	1 337,1
Résultat de l'exercice part du Groupe		(932,9)	290,4
		3 154,9	4 109,3
Intérêts minoritaires	14	66,4	80,2
Amortissements de caducité et subventions d'investissements		79,0	66,6
Provisions pour risques et charges	15	5 642,2	5 271,0
Dettes financières à plus d'un an	16		
Emprunts participatifs et obligataires		347,3	411,4
Autres emprunts et dettes financières		2 001,7	2 212,6
		2 349,0	2 624,0
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS		11 291,5	12 151,1
Avances et acomptes reçus sur travaux		5 551,5	5 421,2
Fournisseurs et comptes rattachés		9 682,9	9 837,7
Autres créanciers		8 758,3	8 318,6
Emprunts et dettes financières à moins d'un an	16	2 841,9	2 276,8
TOTAL PASSIF CIRCULANT		26 834,6	25 854,3
TOTAL DU PASSIF		38 126,1	38 005,4

Compte de résultat consolidé

(en millions de francs)

	Notes	1995	1994
Chiffre d'affaires	17	45 251,7	45 806,6
Autres produits	18	1 872,3	2 170,7
Produits d'exploitation		47 124,0	47 977,3
Charges d'exploitation externes		(45 562,0)	(45 660,2)
Excédent brut d'exploitation		1 562,0	2 317,1
Amortissements et provisions		(1 436,3)	(1 822,9)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	19	125,7	494,2
Charges et produits financiers		(44,2)	(70,0)
Provisions		(45,8)	(1,2)
RÉSULTAT FINANCIER	20	(90,0)	(71,2)
RÉSULTAT COURANT		35,7	423,0
Charges et produits exceptionnels		(665,6)	(492,4)
Amortissements et provisions		(270,9)	381,6
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	21	(936,5)	(110,8)
Participation des salariés		(73,4)	(55,9)
Impôts sur les bénéfices	22	(65,0)	(24,3)
Amortissement des écarts d'acquisition	4	(89,2)	(102,7)
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES		(1 128,4)	129,3
Part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence	7	188,8	184,1
Part des minoritaires	14	6,7	(23,0)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		(932,9)	290,4

Tableau de financement consolidé

(en millions de francs)

	Notes	1995	1994
RESSOURCES			
Résultat net des sociétés intégrées		(1 128,4)	129,3
Dotations nettes aux amortissements et provisions		2 044,4	1 454,6
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		128,6	85,8
Marge brute d'autofinancement		1 044,6	1 669,7
Résultat des cessions d'actifs		(67,3)	(5,1)
Capacité d'autofinancement		977,3	1 664,6
Cessions d'actifs			
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		165,6	225,5
Cessions de titres		179,2	9,9
		344,8	235,4
Augmentations de capital		158,5	964,0
Augmentation des dettes financières à long terme		324,8	496,7
Variation nette des autres immobilisations financières		(126,3)	(3,7)
I - TOTAL		1 679,1	3 357,0
EMPLOIS			
Investissements			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	1 230,7	1 360,3
Investissements financiers	6	128,1	316,1
Charges à répartir sur plusieurs exercices	9	125,5	217,5
		1 484,3	1 893,9
Immobilisation d'actifs immobiliers (note 2.1)		1 023,0	
Diminution des dettes financières à long terme		526,2	257,4
Dividendes distribués			
Dividendes versés par la Société Mère		146,0	122,7
Part des tiers dans les dividendes distribués par les filiales		12,2	2,7
		158,2	125,4
II - TOTAL		3 191,7	2 276,7
I - II - Excédent (insuffisance) des ressources sur les emplois		(1 512,6)	1 080,3
III - Variations de périmètre, écarts de conversion et autres reclassements			
		(529,2)	239,5
I - II + III - Variation nette du fonds de roulement		(2 041,8)	1 319,8
Diminution du besoin en fonds de roulement	11	(868,1)	(44,5)
Augmentation (diminution) de la trésorerie		(1 173,7)	1 364,3

Annexe aux comptes consolidés

I - PRINCIPES COMPTABLES

► Les comptes consolidés de la SGE, intégrés dans les comptes consolidés de la Compagnie Générale des Eaux, sont établis selon les normes définies par le plan comptable général, la loi du 3 janvier 1985 et le décret du 17 février 1986.

I.1 - Principes de consolidation

► Les comptes consolidés regroupent les états financiers des sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 millions de francs, ainsi que les filiales de chiffre d'affaires inférieur, lorsque leur impact est significatif sur les comptes du Groupe.

Les sociétés sur lesquelles la SGE exerce un contrôle majoritaire sont consolidées par intégration globale. Celles sur lesquelles la SGE exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Les sociétés communautaires d'intérêt et les sociétés en participation qui représentent une quote-part de chiffre d'affaires et un bilan significatifs pour le Groupe sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle. Les autres sociétés en participation sont prises en compte selon la méthode dite "semi-proportionnelle", limitant l'intégration proportionnelle aux seuls éléments du compte de résultat.

I.2 - Conversion des états financiers des sociétés et des établissements étrangers

► Les états financiers des sociétés et établissements étrangers consolidés sont convertis au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion qui en découlent sont affectés à un compte intitulé "différences de conversion" inclus dans les réserves consolidées.

I.3 - Éléments libellés en monnaie étrangère

► Les éléments du bilan consolidé libellés en devises sont convertis au cours de change de la clôture de l'exercice ou au cours de la couverture qui leur est affectée. Seules les pertes de change latentes qui en résultent sont provisionnées dans les résultats de l'exercice.

I.4 - Écarts d'acquisition

► Le principe est d'affecter les écarts d'acquisition, représentant la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part des capitaux propres correspondant à la date d'acquisition, aux différents éléments actifs et passifs du bilan de la société acquise.

Le solde non affecté des écarts d'acquisition est porté à l'actif du bilan consolidé et amorti sur une durée n'excédant pas 20 ans, sauf cas particuliers justifiant un amortissement accéléré.

Les écarts d'acquisition relatifs aux sociétés exploitant des carrières sont amortis sur la durée d'exploitation prévisible, et au maximum sur 40 ans.

I.5 - Immobilisations corporelles

► Les terrains, bâtiments et équipements sont généralement évalués à leur coût d'acquisition ou de production. En ce qui concerne les immeubles du patrimoine immobilier, les frais financiers sont capitalisés pendant la période de construction. La valeur

de ces actifs fait par ailleurs l'objet d'un examen tenant compte des conditions de marché.

Les amortissements pratiqués sont déterminés selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées de vie habituellement retenues dans la profession.

Ces durées sont les suivantes :

Immeubles en patrimoine	50 ans
Immeubles d'exploitation	de 15 à 30 ans
Matériels de travaux publics	de 2 à 10 ans
Véhicules	de 3 à 5 ans
Agencements	de 8 à 10 ans
Mobiliers et matériels de bureau	de 3 à 10 ans

Le Groupe n'a pas retenu l'option de retraiter les immobilisations financées par des contrats de crédit-bail.

1.6 - Titres de participation

► La valeur brute des titres de participation non consolidés correspond à leur coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur d'usage est déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres que les titres représentent, rectifiée le cas échéant pour tenir compte de leur valeur boursière, de leur intérêt pour le Groupe ou des perspectives de développement et de résultat des sociétés concernées.

1.7 - Engagements pour retraites

► Les engagements pour retraites concernant le personnel en activité - indemnités de départ à la retraite ou engagements dans le cadre de régimes de retraites complémentaires - sont portés en engagements hors bilan.

Les engagements du Groupe, dans le cadre de régimes de retraites complémentaires concernant le personnel retraité, sont provisionnés au passif du bilan et évalués selon la méthode actuarielle prospective. L'incidence

de l'actualisation de ces engagements de retraite est prise en compte dans le résultat.

1.8 - Dégagement du résultat

► Les résultats sur contrats à long terme conclus par les sociétés des secteurs Entreprise Générale et Routes sont, en règle générale, déterminés selon la méthode de l'avancement.

En revanche, pour le secteur Travaux d'Equipements Industriels et Techniques, les sociétés concernées utilisent la méthode de l'achèvement. Dans ce cas, les pertes éventuelles correspondant aux travaux réalisés à la clôture de l'exercice donnent lieu à dépréciation des travaux en cours.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est constituée, quelle que soit la méthode, après prise en compte, le cas échéant, de droits à réclamation estimés selon des hypothèses prudentes.

1.9 - Impôts sur le résultat

► La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt exigible des entités consolidées, corrigé de la variation sur l'exercice des impôts différés. Ceux-ci proviennent principalement des différences temporaires apparaissant entre le résultat fiscal et le résultat comptable des entités consolidées et sont déterminés selon la méthode du report variable. Aucun impôt différé actif n'est constaté au titre des déficits reportables. Il en est de même pour les impôts différés relatifs à des éléments dont les échéances ne sont pas connues à la clôture de l'exercice.

2 - ÉVOLUTION DU GROUPE

2.1 - Faits marquants

► Le Groupe a poursuivi dans l'exercice la rationalisation de ses structures, notamment en Allemagne,

pour tenir compte de la dégradation brutale des conditions de marché observée dans ce pays. Il a été procédé, dans ce cadre, à la constitution d'importantes provisions pour restructurations.

Par ailleurs, dans le cadre des opérations immobilières menées par le Groupe à Berlin, il a été décidé de conserver en patrimoine les immeubles concernés dont, pour les plus importants, la livraison interviendra au cours de l'année 1996. Ces immeubles, qui étaient précédemment enregistrés en stocks, ont été immobilisés en 1995, représentant une valeur nette au bilan de l'ordre de 1,4 milliard de francs à fin 1995.

L'appréciation de la valeur de ces actifs, dans le contexte d'incertitude actuel du marché immobilier berlinois, a conduit le Groupe à porter l'encours des provisions et dépréciations d'actifs correspondantes à 500 millions de francs (dépréciations d'actifs : 230 millions de francs, provisions pour risques et charges : 270 millions de francs) dont 345 millions de francs ont été constitués dans l'exercice.

2.2 - Périmètre de consolidation

► Le périmètre de consolidation a été élargi à 451 sociétés au 31 décembre 1995 (444 sociétés au 31 décembre 1994), dont 34 sociétés en participation ou GIE.

Il se décompose, par méthode de consolidation, de la façon suivante :

	France	Étranger	Total	Rappel 1994
Intégration globale	178	206	384	368
Intégration proportionnelle	21	33	54	63
Mise en équivalence	5	8	13	13
TOTAL	204	247	451	444

La première consolidation de Wrede & Niedecken chez G + H Montage et, à l'inverse, la déconsolidation de General Water Processes (filiale de Norwest

Holst) et de Freyssinet Hong-Kong, constituent les mouvements les plus significatifs de l'exercice.

3 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

► La variation nette de l'exercice s'analyse comme suit :
(en millions de francs)

	1995	1994
Valeurs nettes en début d'exercice	252	176
Investissements	67	92
Amortissements et dépréciations	(242)	(26)
Cessions, reclassements et variations de périmètre	224	10
Valeurs nettes en fin d'exercice	301	252

Les reclassements de l'exercice concernent principalement les mises de fonds effectuées dans le cadre des opérations immobilières en Allemagne qui, par ailleurs, ont été intégralement dépréciées dans l'exercice (cf. Note 2.1).

Les immobilisations incorporelles à la clôture de l'exercice comprennent principalement les valeurs relatives aux marques, fonds de commerce et mises de fonds dans les opérations de concession. Ces dernières constituent l'essentiel des investissements de l'exercice.

4 - ÉCARTS D'ACQUISITION

► La variation de l'exercice s'analyse comme suit :
(en millions de francs)

	1995	1994
Valeurs nettes en début d'exercice	1 238	1 191
Écarts d'acquisition constatés dans l'exercice	49	162
Dotation aux amortissements	(89)	(103)
Sorties de périmètre et écarts de conversion	(46)	(12)
Valeurs nettes en fin d'exercice	1 152	1 238

Les écarts d'acquisition nets relatifs aux filiales britanniques (450 millions de francs, soit 59 millions de livres) et à l'ensemble Moter (142 millions de francs) constituent les éléments les plus significatifs de ce poste.

5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

► Les immobilisations corporelles nettes se décomposent de la façon suivante :

(en millions de francs)

	Valeur brute	1995 Amortis- sements	Valeur nette	1994 Valeur nette
Terrains	1 455	(69)	1 386	813
Constructions	1 803	(629)	1 174	977
Instal. Techniques Matériels	4 922	(3 523)	1 399	1 444
Agencements et autres	2 790	(2 038)	752	855
Immobilisations concédées	547	(18)	529	462
Immobilisations en cours	661		661	107
	12 178	(6 277)	5 901	4 658

Analyse par secteur d'activité

(en millions de francs)

	Valeur brute	1995 Amortis. Déprécia.	Valeur nette	1994 Valeur nette
Entreprise Générale	5 440	(2 983)	2 457	2 571
Routes	3 758	(2 285)	1 473	1 536
Travaux d'équipements Industriels et Techniques	1 516	(983)	533	551
Actifs immobiliers allemands (cf. Note 2.1)	1 464	(26)	1 438	
	12 178	(6 277)	5 901	4 658

Investissements de l'exercice

a - Investissements courants

(en millions de francs)

	1995	1994
Terrains	20	26
Constructions	68	76
Instal. Techniques, Matériels	642	656
Agencements et autres	354	397
Immobilisations concédées	63	117
Immobilisations en cours	17	(4)
	1 164	1 268
Immobilisations incorporelles (cf Note 3)	67	92
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	1 231	1 360

Les investissements courants résultent principalement du renouvellement du matériel d'exploitation.

b - Immobilisation d'actifs immobiliers

Le transfert en patrimoine des actifs immobiliers de Berlin se traduit par un emploi de 1 023 millions de francs dans le tableau de financement.

6 - TITRES DE PARTICIPATION

► Les titres de participation des sociétés non consolidées comprennent notamment le portefeuille d'actions de la Compagnie de Saint-Gobain détenu par SGE pour 1 043 millions de francs et dont la valeur boursière au 31 décembre 1995 ressortait à 1 264 millions de francs.

Les investissements financiers de l'exercice ont représenté un montant total de 128 millions de francs : outre le réinvestissement en actions du dividende Saint-Gobain, ils concernent pour l'essentiel les augmentations de capital souscrites par la SGE dans des sociétés de concessions d'ouvrages.

Par ailleurs, la SGE a procédé en 1995 à la cession de sa participation dans GTIE pour 129 millions de francs auprès de la Compagnie Générale des Eaux.

7 - TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

► Les principales données financières relatives aux sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en millions de francs)

	1995 Total	1995 dont Cofiroute	1994 Total	1994 dont Cofiroute
Chiffre d'affaires*				
(à 100 %)	4 215	3 653	4 101	3 359
Capitaux propres (à 100 %)	2 896	2 843	2 604	2 514
Part du Groupe dans les capitaux propres	855	822	796	754
Résultat net (à 100 %)	593	605	584	552
Part du Groupe dans le résultat net	189	187	184	171

* non intégré dans le chiffre d'affaires du Groupe.

L'évolution de la valeur des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

(en millions de francs)	
Valeurs des titres au 1 ^{er} janvier 1995	796
Part du Groupe dans les résultats de l'exercice	189
Dividendes distribués	(129)
Valeur des titres au 31 décembre 1995	856

8 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

► Cette rubrique s'analyse ainsi :

		(en millions de francs)
	1995	1994
Créances financières nettes à long terme	391	310
Dépôts et cautionnements	114	113
Autres titres immobilisés nets	47	50
	552	473

Les créances financières concernent principalement des prêts consentis à des filiales non consolidées y compris les avances faites dans l'exercice aux sociétés concessionnaires d'ouvrages d'art dans lesquelles le Groupe détient une participation.

9 - CHARGES A RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

► Les charges à répartir sur plusieurs exercices sont constituées pour l'essentiel :

- de frais d'installations de chantiers dont l'amortissement est étalé sur la durée d'exécution des travaux.
- des préloyers relatifs au financement par crédit-bail du siège social de Rueil 2000 qui sont amortis sur la durée des contrats.

10 - STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

► Ce poste concerne essentiellement les chantiers pour lesquels le Groupe applique la méthode de l'achèvement dans le secteur Travaux d'Équipements Industriels et Techniques.

Comme indiqué en Note 2.1, les encours immobiliers à caractère de patrimoine en Allemagne ont été transférés en actif immobilisé.

Le poste "stocks et travaux en cours" s'analyse comme suit :

	(en millions de francs)	
	1995	1994
En cours sur programmes immobiliers		1 169
Autres chantiers à l'achèvement	3 845	3 751
Autres valeurs d'exploitation	708	773
Provisions pour dépréciation	(142)	(153)
	4 411	5 540

11 - BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

(en millions de francs)			
	1995	1994	Variations
Stocks et travaux en cours	4 411	5 540	(1 129)
Clients et comptes rattachés	14 336	13 988	348
Autres débiteurs	4 152	3 823	329
(I)	22 899	23 351	(452)
Avances et acomptes reçus	5 552	5 421	131
Fournisseurs et comptes rattachés	9 683	9 838	(155)
Autres créanciers	8 758	8 318	440
(II)	23 993	23 577	416
Besoin en fonds de roulement (I-II)	(1 094)	(226)	(868)
Hors immobilier de Berlin	(1 094)	(1 395)	301
Immobilier de Berlin		1 169	(1 169)

12 - VALEURS MOBILIÈRES ET AUTRES CRÉANCES FINANCIÈRES A COURT TERME

► L'analyse des titres de placement, valeurs mobilières et autres créances financières à court terme est la suivante :

(en millions de francs)		
	1995	1994
Titres de placement et autres valeurs mobilières de placement	2 662	3 162
Créances financières à court terme	948	953
	3 610	4 115

Les titres de placement représentent le portefeuille d'actions Compagnie Générale des Eaux détenu par le Groupe pour un montant de 430 millions de francs à fin 1995. Les autres valeurs mobilières de placement sont composées pour l'essentiel de titres de créances négociables, parts de fonds communs de placement ou de SICAV.

Leur évaluation suivant les cours de Bourse au 31 décembre 1995 ne fait pas apparaître de différences significatives par rapport à leur valeur nette comptable figurant à l'actif du bilan.

13 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en millions de francs)

Capitaux propres	Capital	Réserves	Résultat	Total
Au 31 décembre 1993	2 086	590	306	2 982
Augmentation de capital	396	568		964
Affectation de résultat et dividendes distribués		183	(306)	(123)
Différences de conversion et divers		(4)		(4)
Résultat de l'exercice part du Groupe			290	290
Au 31 décembre 1994	2 482	1 337	290	4 109
Augmentation de capital	85	70		155
Affectation de résultat et dividendes distribués		144	(290)	(146)
Différences de conversion et divers		(31)		(31)
Résultat de l'exercice part du Groupe			(933)	(933)
Au 31 décembre 1995	2 567	1 521	(933)	3 155

14 - INTÉRÊTS MINORITAIRES

► Au cours de l'exercice, les intérêts minoritaires ont évolué comme suit :

(en millions de francs)

	1995	1994
Valeur en début d'exercice	80	39
Part des minoritaires sur les résultats de l'exercice	(7)	23
Variations de périmètre, dividendes distribués et divers	(7)	18
Valeur en fin d'exercice	66	80

Pour les sociétés dont les capitaux propres incluant le résultat de l'exercice sont négatifs, le Groupe a pris en charge la quote-part des capitaux propres incombant aux actionnaires minoritaires.

15 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

► Au cours de l'exercice, les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit :

(en millions de francs)

	Solde initial	Dota- tions	Re- prises	Autres varia- tions	Solde final
Risques d'exploitation	3 768	1 703	(1 577)	47	3 941
dont :					
Compléments de retraites	623	20	(26)	11	628
Service après-vente	926	373	(399)	142	1 042
Pertes à terminaison	403	452	(397)	125	583
Autres risques sur chantiers	1 816	858	(755)	(231)	1 688
Risques financiers	101	47	(34)	21	135
Autres provisions pour risques	1 402	778	(602)	(12)	1 566
	5 271	2 528	(2 213)	56	5 642

Le poste "autres provisions pour risques" concerne des provisions destinées à couvrir, d'une part des risques de caractère exceptionnel, notamment des coûts de restructurations, des mises en jeu abusives de cautions, des risques en matière d'écarts d'acquisition, et d'autre part des aléas positifs pris en compte

par certaines filiales pour la détermination de pertes à terminaison sur grands chantiers.

Il comprend en outre les provisions pour risques constituées en complément des provisions pour dépréciation d'actifs immobiliers (cf. Note 2.1).

16 - ENDETTEMENT FINANCIER NET

► Après avoir dégagé une trésorerie nette excédentaire de 394 millions en fin d'année 1994, le Groupe SGE présente à la fin de l'exercice un endettement financier net de 505 millions de francs, dont 1 357 millions de francs relatifs aux opérations immobilières de Berlin, qui s'analyse comme suit :

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Emprunts participatifs - Part à + 1 an	300	300
Emprunts obligataires - Part à + 1 an	47	111
Autres emprunts et dettes financières divers - Part à + 1 an	2 002	2 213
Dettes financières à plus d'un an	2 349	2 624
Part à - 1 ans des dettes financières à long terme	951	794
Dettes financières (I)	3 300	3 418
Découverts bancaires et autres dettes financières à - 1 an	1 891	1 483
Valeurs mobilières de placement et autres créances financières à court terme	(3 610)	(4 115)
Disponibilités	(1 076)	(1 180)
Trésorerie nette (II)	(2 795)	(3 812)
Endettement financier net (I-II)	505	(394)
dont hors immobilier de Berlin	(852)	(1 419)
dont immobilier de Berlin	1 357	1 025

Hors immobilier, le Groupe conserve une trésorerie nette excédentaire de 852 millions de francs au 31 décembre 1995.

Dans le montant des dettes financières, les ressources à taux fixes ou plafonnées au moyen d'instruments de couverture (Swaps et instruments associés) représentent environ 1,6 milliard de francs à un taux moyen voisin de 7,1 % en 1995, contre 7,3 % en 1994.

S'agissant de la partie à taux variable, les taux d'intérêts pratiqués sont généralement indexés sur les taux du marché.

Le poste "Découverts bancaires et autres dettes financières à moins d'un an" inclut le montant de billets de trésorerie émis par la Société mère SGE pour 300 millions de francs au 31 décembre 1995.

Endettement en devises

L'endettement en devises comprend principalement des dettes financières en deutschmark pour 1 157 millions de francs et en livres sterling pour 396 millions de francs à fin 1995.

Il s'agit, pour l'essentiel, de dettes souscrites par les filiales étrangères dans leur monnaie locale.

Échéancier des dettes financières à plus d'un an

	(en millions de francs)
Échéances à plus d'un an et à 2 ans au plus	517
Échéances à plus de 2 ans et 5 ans au plus	1 088
Échéances à plus de 5 ans	695
Échéances non définies	49
Dettes financières à plus d'un an	2 349

Dettes garanties par des sûretés réelles

Au 31 décembre 1995, les dettes financières couvertes par des sûretés s'élevaient à :

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Emprunts obligataires	31	91
Emprunts auprès des établissements de crédit	940	758
Emprunts divers	12	11
	983	860

17 - CHIFFRE D'AFFAIRES

► Le chiffre d'affaires consolidé exclut des produits et prestations diverses, ainsi que les prestations aux

sociétés en participation non consolidées, qui sont reclassés en autres produits d'exploitation (cf. Note 18).

En outre, en application de la méthode de consolidation "semi-proportionnelle" décrite dans la Note 1, le chiffre d'affaires consolidé intègre la quote-part du Groupe dans le chiffre d'affaires des sociétés en participation.

Par ailleurs, l'évolution du chiffre d'affaires prend également en compte l'effet des variations de périmètre et de cours de change. A structure comparable et après correction des variations de change, l'évolution ressort à - 1,3 %, s'analysant comme suit :

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Chiffre d'affaires de l'exercice	45 252	45 807
dont :		
- Chiffre d'affaires des sociétés entrantes	(693)	
- Chiffre d'affaires des sociétés sortantes		(331)
- Impact des variations de change		(314)
Chiffre d'affaires à périmètre et méthodes comparables	44 559	45 162

Répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité et zones géographiques

	(en millions de francs)				
	Zones géographiques				
	France*	Europe	Autres	Total	%
Entreprise Générale et divers	12 688	6 582	3 152	22 422	50 %
Routes	9 257	2 363	11	11 631	26 %
Travaux Equipements Industriels					
et Techniques	5 020	6 484	137	11 641	25 %
Ventes internes	(210)	(213)	(19)	(442)	-1 %
	26 755	15 216	3 281	45 252	100 %
	59 %	34 %	7 %	100 %	

* Le chiffre d'affaires France inclut le chiffre d'affaires réalisé dans les départements d'Outre-Mer pour 1,3 milliard de francs.

La part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger reste stable à 41 % du chiffre d'affaires total. Celui-ci ressort à 18,5 milliards de francs dont plus de 10 milliards de francs ont été réalisés en Allemagne.

18 - AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Q.P. de résultat sur opérations en commun	79	141
Transfert de charges	122	215
Autres produits et prestations diverses	1 618	1 766
Revenus de la gestion immobilière	53	49
	1 872	2 171

► Le poste "Prestations diverses" concerne les produits non directement liés à l'activité tels que : location de matériels, ventes de marchandises, prestations de bureaux d'études, honoraires de pilotage de chantier, etc.

Les transferts de charges concernent uniquement des charges à répartir constatées dans l'exercice (cf. Note 9).

19 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Charges d'exploitation

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Achats consommés	12 806	12 995
Services extérieurs	17 289	17 060
Frais de personnel	13 217	13 190
Autres charges	2 250	2 415
	45 562	45 660

Dotations aux amortissements et provisions

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Amortissements :		
Immobilisations incorporelles	29	26
Immobilisations corporelles	1 092	1 173
Charges à répartir	210	249
Amortissements de caducité	12	11
	1 343	1 459
Dotations nettes aux provisions :		
Dépréciations d'actifs	(33)	147
Risques et charges d'exploitation	126	217
	93	364
	1 436	1 823

20 - RÉSULTAT FINANCIER

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Frais financiers nets	(106)	(81)
Dividendes perçus	84	82
Résultat de change	(17)	(8)
Provisions financières	(55)	(50)
Divers	5	(14)
	(90)	(71)

► L'évolution des frais financiers sur la période provient, pour l'essentiel, de l'accroissement des coûts de financement des actifs immobiliers de Berlin.

21 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Résultat net sur cessions	34	3
Coûts nets de restructuration	(484)	(151)
Autres charges et produits exceptionnels nets de provisions	(486)	37
	(936)	(111)

► Les pertes exceptionnelles de la période proviennent principalement des charges liées aux mesures de restructuration mises en œuvre dans l'exercice et des compléments de provisions concernant les actifs immobiliers en Allemagne (cf. Note 2.1).

Par ailleurs, le résultat exceptionnel comprend également un montant de 85 millions de francs (59 millions en 1994) au titre du produit à recevoir d'autres filiales du Groupe de la Compagnie Générale des Eaux, dans le cadre de l'intégration fiscale mise en place en Grande-Bretagne.

22 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Impôts courants	(60)	(53)
Impôts différés	(5)	29
	(65)	(24)

Le poste "impôts courants" concerne essentiellement les filiales et les établissements étrangers du Groupe.

23 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

	(en millions de francs)	
	1995	1994
Avais, cautions et garanties	14 549	14 446
Régimes de retraites complémentaires	637	586
Indemnités de départ en retraite	275	252
Garanties solidaires des associés de sociétés de personnes non consolidées	1 022	1 017
Autres engagements	176	237
	16 659	16 538

► Les cautions données à l'occasion des grands contrats, qui représentent la plus grande part du poste "Avais, cautions et garanties" et couvrent notamment les avances reçues et les garanties de bonne fin d'exécution des travaux, expliquent l'importance du montant des engagements donnés.

Les engagements de retraites concernent principalement les régimes de retraites complémentaires de certaines filiales allemandes.

Les engagements reçus, qui comprennent essentiellement des sûretés personnelles (cautions, garanties), représentent 1 663 millions de francs au 31 décembre 1995 (1 417 millions de francs au 31 décembre 1994).

24 - ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE CRÉDIT-BAIL

► Les investissements financés par voie de crédit-bail représentent un montant brut cumulé de 1 152 millions de francs, dont l'amortissement théorique au 31 décembre 1995 ressort à 235 millions de francs.

Les redevances restant dues au titre de ces différents contrats s'élèvent à 1 302 millions de francs, dont 916 millions de francs pour la part en capital.

Le règlement de ces redevances se déroulera selon l'échéancier suivant :

(en millions de francs)

Redevances dues	
- à moins d'un an	149
- entre 2 et 5 ans	452
- au-delà de 5 ans	701
	1 302

Les redevances payées dans l'exercice se sont élevées à 164 millions de francs.

25 - GESTION DE LA DETTE FINANCIÈRE ET DES ENCOURS DE CRÉDIT-BAIL

► Les instruments financiers utilisés par le Groupe, dans le cadre de sa politique de financement et de la gestion du risque de taux, sont constitués principalement de contrat de swaps et d'instruments d'assurance de taux. Les accords de swaps, couvrant les

dettes financières et de crédit-bail, représentaient, à la clôture de l'exercice, un encours global d'environ 2 milliards de francs dont les échéances se répartissent entre 2 et 10 ans.

26 - EFFECTIFS

► L'effectif moyen des sociétés intégrées se décompose comme suit :

	1995	1994
Cadres	5 153	4 999
Agents de maîtrise	5 542	5 588
Employés	9 610	10 067
Ouvriers	40 593	42 712
	60 898	63 366

Sa diminution résulte notamment des mesures de restructuration mises en œuvre dans l'exercice.

Les frais de personnel sont mentionnés en Note 18.

Liste des principales sociétés consolidées en 1995

	Méthode de consolidation	% Intérêt Groupe		Méthode de consolidation	% Intérêt Groupe
I/ Entreprise Générale					
SOGEA	IG	100,00	URBAN BTP	IG	100,00
SICRA	IG	100,00	BOTTE BTP	IG	100,00
SOGEA Normandie	IG	100,00	CAMPENON BERNARD Bâtiment	IG	100,00
SOBEA Ile-de-France	IG	100,00			
SOGEA Sud-Ouest	IG	100,00	OLYMPIA BAU GmbH et ses filiales (Allem.)	IG	100,00
SOGEA Est	IG	100,00	OSTSÄCHSISCHE BAU GmbH (Allemagne)	IG	100,00
SOGEA Sud-Est	IG	100,00	SGE HOCH-UND INGENIEURBAU (Allem.)	IG	100,00
SOGEA Est	IG	100,00	HAGEN (Portugal)	IG	99,95
SOGEA Atlantique	IG	100,00			
T P I	IG	100,00	KLEE (Allemagne)	IG	63,92
SOGEA Bretagne	IG	100,00			
DODIN Sud	IG	100,00	FREYSSINET	IG	100,00
LAMY	IG	100,00	FREYSSINET FRANCE	IG	100,00
SOGEA Centre	IG	100,00	EUROPE ETUDES GECTI	IG	99,95
SATOM et ses filiales	IG	98,74	PSC FREYSSINET (Grande-Bretagne)	IG	100,00
SBTPC (La Réunion)	IG	85,57	FREYSSINET ESPAGNE	IG	60,00
SOGEA Guadeloupe	IG	100,00			
SOGEA Réunion	IG	100,00			
SOGEA Martinique	IG	100,00			
DENYS et ses filiales (Belgique)	IG	100,00			
FILIALES BRITANNIQUES	IG	100,00	2/ Routes		
NORWEST HOLST LTD et ses filiales	IG	100,00	COCHERY BOURDIN CHAUSSE	IG	100,00
ROSSER and RUSSELL et ses filiales	IG	100,00	GERCIF-EMULITHE	IG	100,00
			ROL LISTER	IG	100,00
			TSS	IG	100,00
CAMPENON BERNARD SGE	IG	100,00	MOTER	IG	99,44
DESCHIRON	IG	100,00	SOCIÉTÉ ALSACIENNE ENT. CANALISATION	IG	100,00
SOCASO	IP	66,67	ROUTIERE DU MIDI	IG	100,00
CAMPENON BERNARD Sud	IG	100,00	ROY	IP	50,00
EMCC	IG	100,00	LALITTE TP.	IG	100,00
CAMPENON BERNARD Régions	IG	100,00	STP L'ESSOR	IG	100,00
PARENCE	IG	100,00	ROL Normandie	IG	100,00
EDIF	IG	100,00	ROUTIERE BOURDARIOS	IG	99,42

	Méthode de consolidation	% Intérêt Groupe
GRIZACO (Belgique)	IG	90,17
SCE VERKEHRSBAU UNION (Allemagne)	IG	100,00
STRASSENBAU WEIMAR	IG	100,00
M L T U	IG	100,00
STRASSENBAU POTSDAM	IG	100,00
ERD-, TIEF- UND WASSERBAU	IG	100,00
VIAFRANCE	IG	100,00
VALENTIN	IG	99,99
CARRIERES DE CHAILLOUE	IG	97,89
ROUSSEY	IG	99,99
LES PAVEURS DE MONTRouGE	IG	99,95
TRACYL	IG	99,99
SEC TP.	IG	99,99
PAILHES TP	IG	99,99
COFIROUTE	ME	30,88

3/ Travaux d'Équipements Industriels et Techniques

SAUNIER DUVAL ÉLECTRICITÉ	IG	100,00
CONTROLMATIC (Allemagne)	IG	100,00
ELECTRO NAVALE	IG	100,00
SELT	IG	100,00
CEPECA SUD-OUEST	IG	99,99
TOUTE LA TELEPHONIE MODERNE	IG	99,70
TUNZINI	IG	100,00
WANNER	IG	100,00
TUNZINI PROTECTION INCENDIE	IG	100,00
TUNZINI THERMIQUE ENVIRONNEMENT	IG	100,00
ITASA (Espagne)	IG	92,94

	Méthode de consolidation	% Intérêt Groupe
FROMONT	IG	100,00
SGBC (La Réunion)	IG	95,50
H. NICKEL (Allemagne)	IG	100,00
DECHOW	IG	100,00
REINARTZ	IG	100,00
G + H MONTAGE (Allemagne)	IG	100,00
SCHUH	IG	100,00
ISOLIERUNGEN LEIPZIG	IG	100,00
KITSON'S INSULATION (Grande-Bretagne)	IG	100,00
L + V ISOLATIE (Pays-Bas)	IG	100,00
WREDE & NIEDECKEN	IG	100,00
LEFORT FRANCHETEAU	IG	100,00
SAGA ENTREPRISE	IG	94,99
SONEX	IG	99,97

4/ Sociétés Immobilières

LINDENCORSO GRUNDSTÜCK	IP	50,00
ANTHROPOLIS	IP	50,00
WARTBERLIN	IG	100,00
SGE IMMOBILIEN	IG	100,00
EPE (FRIEDRICHSTADTPASSAGEN)	ME	25,00

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

ME : Mise en équivalence

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Exercice clos le 31 décembre 1995

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la Société Générale d'Entreprises, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1995, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la Note 2.1 de l'annexe concernant les faits marquants de l'exercice : la dégradation des activités allemandes a conduit à accroître de façon importante les provisions relatives aux programmes immobiliers et aux coûts de restructuration. S'agissant du secteur immobilier, les provisions ont été déterminées sur la base d'hypothèses tenant compte des risques de la conjoncture actuelle dans un marché dont l'évolution à court et moyen terme reste incertaine.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 17 mai 1996

Bernard MONTAGNE et Associés

SALUSTRO REYDEL

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Bernard MONTAGNE

Michel BOUSQUET

Bernard CATTENOT

Benoît LEBRUN

Comptes Annuels
de la Société Générale d'Entreprises

Bilan

(en milliers de francs)

ACTIF	Notes	1995	1994
Immobilisations incorporelles	3	41 069	41 255
Immobilisations corporelles	3	79 158	88 122
Immobilisations financières	4/9/10	8 045 274	8 031 313
Charges à répartir sur plusieurs exercices	5	25 771	28 008
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ		8 191 272	8 188 698
Clients et comptes rattachés	9/10	34 509	31 762
Autres débiteurs	9/10	200 067	498 499
Valeurs mobilières de placement	8	1 466 414	1 918 489
Disponibilités	8	88 368	243 438
Charges constatées d'avance	9	4 103	9 369
TOTAL ACTIF CIRCULANT		1 793 461	2 701 557
Écarts de conversion Actif		9 940	11 412
TOTAL DE L'ACTIF		9 994 673	10 901 667

(en milliers de francs)

PASSIF	Notes	1995	1994
Capital		2 566 752	2 481 818
Primes d'émission, de fusion, d'apport		882 069	811 923
Réserve légale		172 054	156 302
Réserves réglementées		202 607	202 607
Report à nouveau		317 828	164 534
Résultat de l'exercice		(851 995)	315 035
Provisions réglementées		3 777	2 633
CAPITAUX PROPRES	6	3 293 092	4 134 852
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7	1 312 909	492 568
Dettes financières	8/9/10	5 083 764	5 987 508
Autres dettes	9/10	290 360	265 412
Produits constatés d'avance	9	8 176	1 178
TOTAL DETTES		5 382 300	6 254 098
Écarts de conversion Passif		6 372	20 149
TOTAL DU PASSIF		9 994 673	10 901 667

Compte de résultat

(en milliers de francs)

	Notes	1995	1994
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires	12	132 575	128 644
Reprises sur provisions et transferts de charges		19 140	75 478
Autres produits d'exploitation		194 148	164 802
		345 863	368 924
Charges d'exploitation			
Autres achats et charges externes		(138 750)	(132 496)
Impôts et taxes		(10 760)	(9 693)
Salaires et charges sociales		(67 782)	(58 792)
Dotations aux amortissements		(11 702)	(12 028)
Dotations aux provisions		(10 511)	(1 424)
Autres charges d'exploitation		(69 236)	(69 119)
		(308 741)	(283 552)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun		(2 276)	39 762
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	13	34 846	125 134

(en milliers de francs)

	Notes	1995	1994
Produits financiers			
Produits de participations		255 378	446 949
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		92 952	92 535
Autres intérêts et produits assimilés		69 179	73 562
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		46 883	26 340
Différences positives de change		4 958	363
Reprises sur provisions et transferts de charges		59 247	26 154
		528 597	665 903
Charges financières			
Charges liées à des participations		(94 286)	(20 232)
Intérêts et charges assimilés		(326 374)	(338 614)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		(5 819)	(30 346)
Différences négatives de change		(920)	(622)
Dotations aux amortissements et aux provisions		(78 816)	(23 922)
		(506 215)	(413 736)
RÉSULTAT FINANCIER	14	22 382	252 167
RÉSULTAT COURANT		57 228	377 301
Produits exceptionnels			
Sur opérations de gestion		16 681	12 806
Sur opérations en capital		1 308 144	12 430
Reprises sur provisions et transferts de charges		140 584	307 377
		1 465 409	332 613
Charges exceptionnelles			
Sur opérations de gestion		(134 752)	(169 037)
Sur opérations en capital		(1 247 952)	(30 146)
Dotations aux amortissements et provisions		(991 878)	(195 578)
		(2 374 582)	(394 761)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	15	(909 173)	(62 148)
Impôt sur les bénéfices	16	(50)	(118)
RÉSULTAT NET		(851 995)	315 035

Tableau de financement

(en milliers de francs)

	1995	1994
RESSOURCES		
Résultat net	(851 995)	315 035
Dotations nettes aux amortissements	9 466	9 791
Dotations nettes aux provisions	891 395	(187 521)
Marge brute d'autofinancement	48 866	137 305
Résultat des cessions d'actifs	(60 192)	16 265
Capacité d'autofinancement	(11 326)	153 570
 Cessions d'actifs	 1 308 144	 12 430
 Augmentations de capital	 155 080	 963 944
Augmentations des dettes à plus d'un an	17	7 906
I - TOTAL	1 451 915	1 137 850
EMPLOIS		
Investissements		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 013	4 384
Acquisitions de titres de participation	1 257 206	2 205 330
	1 260 219	2 209 714
 Autres emplois		
Diminutions des dettes à plus d'un an	18 188	256 551
Variation des autres immobilisations financières	(14 252)	(1 658 242)
Dividendes distribués	145 988	122 717
	149 924	(1 278 974)
II - TOTAL	1 410 143	930 740
I - II - Variation nette du fonds de roulement	41 772	207 110
Diminutions du besoin en fonds de roulement	(236 654)	(1 938)
Augmentation de la trésorerie	278 426	209 048

Annexe aux comptes sociaux

I - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

► Les comptes de la société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises.

I.1 - Immobilisations incorporelles

► Les logiciels inscrits dans la rubrique "Concessions, licences" sont amortis sur 2 ans sauf cas particuliers.

Les droits incorporels afférents au contrat de crédit-bail immobilier relatif au Siège de la SGE à Rueil 2000 sont amortis sur 30 ans à compter du 1^{er} octobre 1992.

L'amortissement correspondant figure dans les capitaux propres sous la rubrique "provisions réglementées".

I.2 - Immobilisations corporelles

► Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif sur la durée de vie estimée pour chaque catégorie d'immobilisations :

• Constructions	30 ans
• Autres immobilisations corporelles	3 à 10 ans

I.3 - Titres de participation

► Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition. Si cette valeur est supérieure à la valeur d'usage, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'usage est déterminée à partir de la quote-part de capitaux propres que les titres représentent, quote-

part rectifiée le cas échéant pour tenir compte de la valeur boursière des titres, des perspectives de développement et de résultats des sociétés concernées ou de leur intérêt pour le Groupe.

I.4 - Sociétés en participation

► La Société Générale d'Entreprises, société holding du Groupe est gérante de quelques sociétés en participation dont elle intègre à 100 % les éléments du bilan et du compte de résultat. La part de résultat revenant aux associés est inscrite dans la rubrique : "Quote-part de résultat sur opérations faites en commun".

I.5 - Créances clients et comptes rattachés

► Les créances clients sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée en cas de risque de non recouvrement de ces créances.

I.6 - Créances et dettes en devises

► Les dettes et créances libellées en devises sont valorisées au cours de clôture de l'exercice ou à celui de la couverture qui leur est affectée. Les différences résultant de cette conversion sont portées au bilan dans les comptes "écarts de conversion". Les pertes latentes sont couvertes par des provisions pour risques, sauf dispositions particulières prévues par le plan comptable.

I.7 - Valeurs mobilières de placement

► Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et éventuellement dépréciées en fonction de leur dernière valeur liquidative en fin d'exercice.

1.8 - Provisions pour risques et charges

► La SGE constitue des provisions pour couvrir des risques de caractère exceptionnel, notamment des risques financiers sur filiales et des aléas positifs pris en compte pour la détermination de pertes à terminaison sur grands chantiers par certaines filiales.

1.9 - Engagements de retraites

► Les engagements de la société portant sur des retraites complémentaires attribuées à certains membres du personnel font l'objet d'une provision inscrite au bilan pour la partie de ces engagements concernant les bénéficiaires retraités.

Le montant des indemnités de départ en retraite du personnel actif, déterminées suivant les règles de la Convention Collective des Travaux Publics, figure en "Engagements hors bilan".

2 - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.1 - Apport par la SGE des titres Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance à Sogea

► En juillet 1995, la SGE a fait apport à sa filiale Sogea de ses participations dans Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance. A l'issue de cette opération effectuée sur la base des valeurs comptables, la SGE détient en direct 60 % du capital de Sogea, le solde étant détenu par Socofreg et Semana (filiales à 100 % de la SGE).

Cette restructuration a été motivée par la volonté de constituer au sein du Groupe des ensembles financiers puissants, destinés à lui permettre de mieux se positionner face à la concurrence française et étrangère, notamment pour l'approche des marchés à l'international.

2.2 - Situation des entreprises allemandes

► Les difficultés rencontrées par la plupart des entreprises allemandes de la SGE en 1995 se sont répercutées sur SGE Deutsche Holding, holding du

Groupe en Allemagne, dont la structure financière s'est fortement dégradée.

Pour pallier la situation de surendettement de SGE Deutsche Holding, la SGE s'est engagée à assurer la continuité de son exploitation. Cet engagement s'est matérialisé par la subordination du remboursement des prêts consentis par la SGE à SGE Deutsche Holding, désormais conditionné au retour à une situation nette comptable positive.

Ceci a conduit à constituer une provision pour risque de 563,6 millions de francs correspondant à l'encours des prêts de SGE à SGE Deutsche Holding au 31 décembre 1995.

Cette provision a été éliminée dans les comptes consolidés.

2.3 - Immobilier de Berlin

► L'appréciation de la valeur des actifs immobiliers de la SGE à Berlin, dans le contexte d'incertitude actuel de ce marché, a conduit la SGE à porter l'encours des provisions et dépréciations d'actifs correspondantes à 465 millions de francs par une dotation complémentaire de 345 millions de francs.

3 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

(en millions de francs)

Valeurs brutes	1994	Acquisitions	Cessions	1995
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	1,9	0,1	(0,3)	1,7
Droits incorporels	40,6			40,6
	42,5	0,1	(0,3)	42,3
Immobilisations corporelles				
Terrains	24,2	0,5	(0,9)	23,8
Constructions	57,5	1,4	(2,8)	56,1
Autres immobilisations corporelles	41,1	0,8	(0,1)	41,8
Avances et acomptes	0,0			0,0
	122,8	2,7	(3,8)	121,7

► Les droits incorporels résultent du rachat du contrat de crédit-bail finançant le siège social de la SGE.

(en millions de francs)

Amortissements	1994	Dotations	Reprises	1995
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	1,2	0,3	(0,3)	1,2
	1,2	0,3	(0,3)	1,2
Immobilisations corporelles				
Terrains	1,4	0,1		1,5
Constructions	20,8	4,0	(1,0)	23,8
Autres immobilisations corporelles	12,5	5,0	(0,2)	17,3
	34,7	9,1	(1,2)	42,6

4 - IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

(en millions de francs)

Valeurs brutes	1994	Augmen- tation	Dimi- nution	1995
Titres de participation	6 372,8	1 257,1	(1 247,2)	6 382,7
Créances rattachées à des participations	1 736,6	839,8	(784,2)	1 792,2
Autres titres immobilisés	28,1	3,3	(1,3)	30,1
Prêts	8,3	0,6	(3,2)	5,7
Autres immobilisations financières	26,8	0,3	(1,0)	26,1
	8 172,6	2 101,1	(2 036,9)	8 236,8

► Les mouvements constatés dans la rubrique "Titres de participations" concernent à hauteur de 1 145,2 millions de francs l'incidence de l'apport à Sogea des titres Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance (cf. note 2.1).

A noter également dans cette rubrique les augmentations de capital d'Ornem (60 millions de francs) et du Consortium Stade de France (15,7 millions de francs) ainsi que les acquisitions de titres réalisées dans le cadre de la gestion des grandes lignes de portefeuille (Cie de Saint Gobain pour l'essentiel).

Par ailleurs, la SGE a procédé en 1995 à la cession de sa participation dans GTIE pour 129 millions de francs auprès de la Compagnie Générale des Eaux.

Le poste "Créances rattachées à des participations" comprend les avances capitalisables et les prêts accordés par la SGE à ses filiales.

(en millions de francs)

Provisions	1994	Dotations	Reprises	1995
Titres de participation	41,9	40,4	(1,1)	81,2
Créances rattachées à des participations	74,0	49,9	(41,7)	82,2
Autres titres immobilisés	24,8	2,7		27,5
Prêts	0,4			0,4
Autres immobilisations financières	0,2			0,2
	141,3	93,0	(42,8)	191,5

5 - CHARGES À RÉPARTIR

► Les charges à répartir sur plusieurs exercices correspondent pour l'essentiel aux préloyers du contrat de crédit-bail relatif au siège social, et amortis sur la durée de celui-ci.

6 - CAPITAUX PROPRES

(en millions de francs)

	31/12/1994	Augmentation de capital et primes d'émission, dotations aux provisions réglementées	Affectation du résultat de l'exercice 1994	Résultat l'exercice 1995	31/12/1995
Capital	2 481,8	84,9			2 566,7
Primes liées au capital	812,0	70,1			882,1
Réserve légale	156,3		15,8		172,1
Réserves réglementées	202,6				202,6
Report à nouveau	164,5		153,3		317,8
Résultat de l'exercice	315,0		(315,0)	(852,0)	(852,0)
Provisions réglementées	2,6	1,2			3,8
	4 134,8	156,2	(145,9)	(852,0)	3 293,1

► Les augmentations de capital souscrites en numéraire à la suite du réinvestissement du dividende, de levées d'options de souscription sur actions et du plan épargne entreprise ont représenté au total un montant de 155 millions de francs pour 999 225 actions.

Au 31 décembre 1995, le capital social était constitué de 30 197 084 actions de 85 francs.

La réserve spéciale des plus-values à long terme se répartit entre deux postes :

- La réserve légale, dont une partie des dotations a été assimilée à des dotations à la réserve spéciale des plus-values à long terme pour les montants suivants au 31 décembre 1995, détaillés par taux d'imposition :

(en millions de francs)	
15 %	89,1
18 %	36,4
19 %	16,4
25 %	0,6
	142,5

- Les réserves réglementées, dont le solde au 31 décembre 1995 se décompose, par taux d'imposition, de la façon suivante :

(en millions de francs)	
10 %	22,6
15 %	21,9
18 %	112,7
19 %	41,6
25 %	3,8
	202,6

7 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en millions de francs)				
	1994	Dotation	Reprises	1995
Engagements de retraites	26,3	1,7		28,0
Risques sur filiales	292,5	891,8	(36,1)	1 148,2
Autres risques et charges	173,7	60,3	(97,3)	136,7
	492,5	953,8	(133,4)	1 312,9

► Les provisions constituées au titre de SGE Deutsche Holding et de l'Immobilier de Berlin (cf. Note 2.2 et 2.3) représentent l'essentiel des dotations de l'exercice, figurant dans la rubrique "Risques sur filiales".

8 - ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en millions de francs)		
	1995	1994
Emprunts participatifs - Part à + 1 an	300,0	300,0
Emprunts obligataires - Part à + 1 an	7,5	11,3
Emprunts auprès des établissements de crédit	536,5	550,0
Autres emprunts et dettes financières divers		
Part à + 1 an	56,7	57,7
	900,7	919,0
Part à -1 an des dettes financières à long terme	17,2	44,6
Dettes financières à long terme	917,9	963,6
Découverts bancaires et billets de trésorerie	401,3	145,2
Comptes courants de trésorerie filiales	3 764,4	4 878,6
Valeurs mobilières de placement et autres créances financières à court terme	(1 466,4)	(1 918,5)
Disponibilités	(88,4)	(243,4)
Trésorerie nette	2 610,9	2 861,9
Endettement financier net	3 528,8	3 825,5

► Les billets de trésorerie émis par la SGE s'élèvent à 300 millions de francs au 31 décembre 1995. Les valeurs mobilières de placement sont composées, pour l'essentiel, de SICAV et de certificats de dépôts.

Leur valeur boursière à la clôture était voisine du prix de revient.

9 - ÉTAT DES CRÉANCES ET DES DETTES

(en millions de francs)			
	Montant brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
CRÉANCES			
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	1 792,2	118,3	1 673,9
Prêts	5,7	0,7	5,0
Autres immobilisations financières	26,1	0,4	25,7
Actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	36,4	36,4	0,0
Autres débiteurs	233,4	184,1	49,3
Charges constatées d'avance	4,1	4,1	-
	2 097,9	344,0	1 753,9

► Les créances rattachées à des participations comprennent notamment le financement subordonné de 563,6 millions de francs à SGE Deutsche Holding (cf. Note 2.2).

Les variations de provisions sur actif immobilisé sont détaillées dans la Note 4. Par ailleurs, les provisions sur actif circulant s'analysent comme suit :

(en millions de francs)				
	1994	Dotations	Reprises	1995
Clients	2,3		(0,4)	1,9
Autres débiteurs	43,1	13,8	(23,4)	33,5
	45,4	13,8	(23,8)	35,4

(en millions de francs)			
DETTES	Montant brut	Dont à moins d'un an	Dont à plus d'un an
Dettes financières			
Emprunts participatifs (1)	300,0		300,0
Autres emprunts obligataires	11,7	4,2	7,5
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	650,8	114,3	536,5
Emprunts et dettes financières divers (2)	4 121,2	4 064,5	56,7
Autres dettes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41,9	41,9	
Dettes fiscales et sociales	101,1	101,1	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	
Autres dettes	147,3	147,3	
Produits constatés d'avance	8,2	8,2	
	5 382,2	4 481,5	900,7

(1) La part à plus d'un an concerne un emprunt participatif à échéance 2003.

(2) Voir Note 8.

10 - ENTREPRISES LIÉES

(en millions de francs)		
	Sociétés consolidées	Autres sociétés du Groupe
ACTIF		
Actif immobilisé		
Titres de participations	4 978,9	1403,9
Créances rattachées à des participations	1 088,1	704,1
Autres immobilisations financières		
Actif circulant		
Créances clients et comptes rattachés	21,7	10,1
Autres débiteurs	91,7	31,2
PASSIF		
Emprunts et dettes financières divers	3 662,6	101,8
Autres dettes liées à des participations	55,6	-
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27,1	4,6
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	73,9	11,2

11 - ENGAGEMENTS DONNÉS HORS BILAN

Engagements financiers

(en millions de francs)		
	1995	1994
Avals et cautions	5 104,5	5 477,4
Indemnités de départ en retraite	4,6	4,1
Engagements liés à la responsabilité d'associé de SNC/SCS	4 330,7	7 490,2
	9 439,8	12 971,7

Les garanties qui sont données par la SGE à des établissements financiers ou à des clients pour le compte de ses filiales représentent 4,6 milliards de francs inclus dans le montant des avals et cautions.

Engagements de crédit-bail

(en millions de francs)

Redevances payées	
• de l'exercice	47,9
• cumulées	160,1
Redevances restant à payer	
• à moins d'un an	47,2
• de 2 ans à 5 ans	194,3
• à + 5 ans	374,6
Total à payer	616,1
Prix d'achat résiduel	70,4

Ces engagements concernent principalement le contrat de crédit-bail relatif au Siège Social de la SGE à Rueil-Malmaison.

**Engagements liés à l'utilisation
d'instruments financiers**

La SGE, dans le cadre de sa gestion centralisée du risque de taux, intervient principalement par le biais de contrats de swaps et d'instruments d'assurance de taux. Les accords de swaps représentaient à la clôture de l'exercice un encours global, couvrant à la fois les dettes financières et les crédits-bail, d'environ 2 milliards de francs dont les échéances se répartissent entre 2 et 10 ans.

12 - CHIFFRES D'AFFAIRES

► Le chiffre d'affaires (132,6 millions de francs en 1995 en hausse de 3 % par rapport à l'exercice précédent) comprend les refacturations de prestations de services aux filiales du groupe.

13 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION

(en millions de francs)

	1995	1994	Variation
Chiffre d'affaires et autres produits d'exploitation	326,7	293,4	33,3
Charges d'exploitation externes	(286,5)	(270,1)	(16,4)
Amortissements (solde)	(11,7)	(12,0)	0,3
Provisions d'exploitation (solde)	8,6	74,0	(65,4)
Résultats sur opérations faites en commun	(2,3)	39,8	(42,1)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	34,8	125,1	(90,3)

► Le résultat d'exploitation de l'exercice 1994 intégrait dans la rubrique "résultat sur opérations faites en commun", la quote-part revenant à la SGE des résultats du GIE Transmanche.

14 - RÉSULTAT FINANCIER

(en millions de francs)

	1995	1994	Variation
Revenus du portefeuille	163,6	110,0	53,6
Résultats des SNC/SCS	24,5	336,9	(312,4)
Frais financiers nets	(150,2)	(196,7)	46,5
Résultats de change	4,1	(0,3)	4,4
Provisions financières	(19,6)	2,2	(21,8)
Résultat financier	22,4	252,1	(229,7)

► Les revenus du portefeuille comprennent le dividende de Cofiroute pour 119,1 millions de francs (72,7 millions de francs en 1994).

15 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

(en millions de francs)

	1995	1994	Variation
Résultat sur opérations en capital			
• Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5,5	5,3	0,2
• Cessions d'immobilisations financières	54,7	(21,6)	76,3
Résultat sur opérations de gestion	(118,1)	(156,2)	38,1
Provisions exceptionnelles	(851,3)	110,3	(961,6)
Résultat exceptionnel	(909,2)	(62,2)	(847,0)

Les provisions exceptionnelles constituées dans l'exercice concernent principalement les actifs immobiliers à Berlin ainsi que l'encours des prêts à SGE Deutsche Holding (cf. Notes 2.2 et 2.3).

16 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

► Au 31 décembre 1995, la SGE dispose d'un report déficitaire et d'amortissements réputés différés pour un montant global de l'ordre d'une centaine de millions de francs.

17 - RÉMUNÉRATIONS ET EFFECTIFS

Rémunérations des dirigeants

Le montant des rémunérations des dirigeants du groupe SGE, y compris les jetons de présence versés aux administrateurs, s'est élevé à 19,3 millions de francs en 1995 contre 19,1 millions de francs en 1994.

Effectif moyen de la société

Les effectifs moyens de la société ont été portés de 74 personnes (dont 47 ingénieurs et cadres) en 1994

à 89 personnes (dont 56 ingénieurs et cadres) en 1995.

18 - SOCIÉTÉ CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SGE

Compagnie Générale des Eaux.

Société anonyme au capital de 11 739 579 100 francs.

Siège Social : 52, rue d'Anjou - 75984 PARIS Cedex 08.

R.C.S. PARIS B 780 129 961.

Consolidation selon la méthode de l'intégration globale (pourcentage de détention au 31/12/1995 = 80,76 %).

19 - INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31/12/1995

Les informations figurant dans ce tableau concernent exclusivement les comptes sociaux des filiales.

(en milliers de francs)

	Capital	Réserves report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de capital détenue %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par par la SGE	Montant des cautions et avals donnés par la SGE	Chiffres d'affaires hors taxes du dernier exercice	Bénéfice ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la SGE
				Brute	Nette					
A - RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS :										
1 - Filiales										
(50 % au moins du capital détenu par la société)										
a - Valeurs françaises										
Campenon Bernard SGE	505 750	39 349	87,99	444 990	444 990		260 850	4 898 939	(30 966)	
Freyssinet International	22 000	23 375	99,98	56 143	56 143	3 469	1 103	11 786	(21 768)	
Lefort Francheteau	62 939		100,00	67 418	67 418	16 598		173 483	24 730	
Ornem	21 390	14 234	100,00	93 289	20 284				(15 340)	
Saunier Duval Électricité	260 000	2	95,01	247 017	247 017	982		2 218 945	62 231	
Socofreg	1 913 265	290 894	95,01	2 131 045	2 131 045	199 335			22 834	
Sogea	1 758 679	133 441	60,00	1 145 207	1 145 207			1 257 105	248 441	
Tunzini	149 000	2 112	100,00	149 000	149 000	14 706	800	899 627	2 643	
b - Valeurs étrangères										
Amery International	610		100,00	54 322	54 322	158 664	379 620			
SGE Deutsche Holding	107 730	(582 263)	100,00	308 079	308 079	649 058	143 640	38 688	(548 766)	
2 - Participations										
(10 à 50 % du capital détenu par la société)										
Consortium Stade de France	50 100		33,33	16 700	16 700	78 775				
Colfroute	1 014 629	1 223 136	30,88	376 851	376 851			3 652 762	605 166	119 071
Wanner Isofi	100 000	(1 194)	30,63	30 625	30 625			683 403	(58 824)	
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX :										
1 - Filiales non reprises au paragraphe A :										
a - Filiales françaises (ensemble)				21 356	20 563					
b - Filiales étrangères (ensemble)				6 452	169					
2 - Participations non reprises au paragraphe A :										
a - Dans les sociétés françaises (ensemble)				1 261 469	1 233 974					
b - Dans des sociétés étrangères (ensemble)				2 917	1 703					

Résultat financier des cinq derniers exercices

(en milliers de francs)

	1991	1992	1993	1994	1995
I - Capital en fin d'exercice					
a - Capital social	1 999 448	2 037 846	2 086 187	2 481 818	2 566 752
b - Nombre d'actions ordinaires existantes (1)	23 522 912	23 974 657	24 543 375	29 197 859	30 197 084
c - Nombre maximal d'actions futures à créer par conversion d'obligations (2)	0	0	0	0	0
II - Opérations et résultats de l'exercice					
a - Chiffre d'affaires hors taxes	164 934	154 224	129 890	128 644	132 575
b - Résultats avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	143 645	399 186	(141 266)	157 092	41 102
c - Impôts sur les bénéfices	1 007	(2 906)	19 838	118	50
d - Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	280 438	275 974	172 780	315 035	(851 995)
e - Résultat distribué	117 615	119 873	122 717	145 989	0
III - Résultat par action (en francs)					
a - Résultats après impôts, participation des salariés mais avant amortissements et provisions	6,06	16,77	(6,56)	5,38	1,36
b - Résultats après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	11,92	11,51	7,04	10,79	(28,21)
c - Dividende net attribué à chaque action	5	5	5	5	0
IV - Personnel					
a - Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	59	62	72	74	89
b - Montant de la masse salariale de l'exercice	27 951	29 912	37 898	37 411	42 780
c - Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	9 097	9 764	13 203	13 621	16 361

(1) Il n'existe pas d'action à dividende prioritaire sur la période considérée.

(2) Par ailleurs, les options consenties dans le cadre des plans de souscription d'actions autorisés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 juin 1988 et l'Assemblée Générale Mixte du 18 juin 1993 mis en place par les Conseils d'administration du 5 décembre 1991, du 6 novembre 1992, du 4 novembre 1993 et du 4 novembre 1994, non encore exercées représentent un total de 1 170 960 actions au 31 décembre 1995.

Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31/12/1995

(en millions de francs)

Sociétés	Nombre d'actions ou de parts	Valeur nette comptable
SOCOFREG	17 312 444	2 131,0
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN	2 367 655	1 219,8
SOGEA	2 152 725	1 145,2
CAMPENON BERNARD SGE	4 449 900	445,0
COFIROUTE	1 253 377	376,9
SGE DEUTSCHE HOLDING	1	308,1
SAUNIER DUVAL ÉLECTRICITÉ - SDEL	2 470 170	247,0
TUNZINI	1 489 999	149,0
LEFORT FRANCHETEAU	629 385	67,4
FREYSSINET INTERNATIONAL	137 470	56,1
AMERY INTERNATIONAL	2 000	54,3
WANNER ISOFI	306 250	30,6
ORNEM	356 494	20,3
SNEL	689 794	18,0
CONSORTIUM STADE DE FRANCE	166 998	16,7
ASCOP	14 250	8,0
THINET SUD	67 999	2,0
SELT	20 250	2,0
TUNZINI THERMIQUE ENVIRONNEMENT	8 000	0,8
PARKING VENDÔME	1 114	0,6
Autres titres		5,3
Total des titres de participation et autres titres immobilisés (Montant net de provisions)		6 304,1

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 1995

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1995, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Générale d'Entreprises, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation

financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note n° 2.3 de l'annexe concernant les faits marquants de l'exercice. L'appréciation de la valeur des actifs immobiliers à Berlin a conduit la société à compléter les provisions et dépréciations antérieurement constituées. Ces provisions ont été déterminées sur la base d'hypothèses tenant compte des risques de la conjoncture actuelle dans un marché dont l'évolution à court et moyen terme reste incertaine.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

À l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi du 24 juillet 1966, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Le 17 mai 1996

Bernard MONTAGNE ET ASSOCIÉS

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Bernard MONTAGNE Michel BOUSQUET

SALUSTRO REYDEL

Bernard CATENOZ Benoît LEBRUN

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées

Exercice clos le 31 décembre 1995

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous portons à votre connaissance les conventions visées à l'article 101 de cette loi et préalablement autorisées par votre Conseil d'administration.

1. Convention avec la Compagnie Générale des Eaux (CGE)

Administrateurs concernés :

Monsieur Guy DEJOUANY

Monsieur Jean-Marie MESSIER

Monsieur Jean-Louis BEFFA

Votre société a cédé à la CGE sa participation dans la Compagnie Générale de Travaux et d'Installations Électriques (GTIE), représentant 11,7 % du capital de cette société, pour un montant de 129 millions de francs.

2. Convention avec SOGEA

Administrateurs concernés :

Monsieur Serge MICHEL

Monsieur Antoine ZACHARIAS

Monsieur Michel CAMBOURNAC

Dans le cadre de la restructuration de la branche travaux routiers – VRD – Canalisations du groupe SGE, votre société a fait apport à Sogea de ses participations dans les sociétés Cochery Bourdin Chaussé et Viafrance.

Les titres correspondants ont été apportés pour leur valeur comptable dans les livres de votre société, soit 755 millions de francs et 390 millions de francs respectivement.

Paris, le 17 mai 1996

Bernard MONTAGNE et Associés

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Bernard MONTAGNE

Michel BOUSQUET

SALUSTRO REYDEL

Bernard CATTENOZ

Benoît LEBRUN

Projets de Résolutions

Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 1996

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation des comptes de l'exercice 1995

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les opérations et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1995 tels qu'ils lui ont été présentés. Elle approuve en particulier le montant des charges non déductibles (article 39.4 du Code Général des Impôts) mentionné dans le rapport du Conseil d'Administration.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice 1995

L'Assemblée Générale, constatant que le résultat déficitaire de l'exercice 1995 s'élève à 851.994.738,10 francs, décide de l'imputer sur le poste "Report à nouveau" à hauteur de 317.828.039,46 francs et sur le poste "Primes d'émission, de fusion, d'apport" pour le complément, soit 534.166.698,64 francs.

Il est rappelé, conformément à la loi, que le dividende versé au titre des exercices 1992, 1993 et 1994 s'est établi ainsi qu'il suit :

Exercice	Nombre de titres rémunérés	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1992	23 974 657	5,00 F	2,50 F	7,50 F
1993	24 543 375	5,00 F	2,50 F	7,50 F
1994	29 197 859	5,00 F	2,50 F	7,50 F

TROISIÈME RÉSOLUTION

Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966, leur en donne acte et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Quitus au Conseil d'Administration

En conséquence de l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1995, l'Assemblée Générale donne quitus de sa gestion au Conseil

d'Administration jusqu'à la date de clôture dudit exercice.

CINQUIÈME RÉSOLUTION **Renouvellement du mandat** **d'un administrateur**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer en qualité d'Administrateur à compter de ce jour, Monsieur Dominique BAZY.

Monsieur Dominique BAZY exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

SIXIÈME RÉSOLUTION **Renouvellement du mandat** **d'un administrateur**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Michel CAMBOURNAC, venu à expiration au jour de la présente Assemblée.

Monsieur Michel CAMBOURNAC exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

SEPTIÈME RÉSOLUTION **Renouvellement du mandat** **d'un administrateur**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Guy DEJOUANY, venu à expiration au jour de la présente Assemblée.

Monsieur Guy DEJOUANY exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

HUITIÈME RÉSOLUTION **Renouvellement du mandat** **d'un administrateur**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Jean-Marc ESPALIOUX, venu à expiration au jour de la présente Assemblée.

Monsieur Jean-Marc ESPALIOUX exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

NEUVIÈME RÉSOLUTION **Renouvellement du mandat** **d'un administrateur**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Pierre GIRAUDET, venu à expiration au jour de la présente Assemblée.

Monsieur Pierre GIRAUDET exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

DIXIÈME RÉSOLUTION **Renouvellement du mandat** **d'un administrateur**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Raymond

Monsieur Raymond GUITONNEAU exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

Monsieur Serge MICHEL exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

Monsieur Jean-Marie MESSIER exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration, décide de renouveler le

Monsieur Guy RICHARD exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

Monsieur Antoine ZACHARIAS exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

Monsieur Pascal LAMY exercera ses fonctions conformément aux dispositions légales et statutaires pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2001.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'opérer tous dépôts et publications prévus par la loi.

Conception et Rédaction :
Direction de la Communication SGE

Crédit photographique :
Emile Luider/Rapho : couverture, pages 21, 27, 34, 35, 37, 43, 44, 45
Photothèque EDF/Claude Pauquet : page 15
Francis Latreille : pages 17, 19, 48, 53 - Fotografie Vögele : page 25
Bruno de Hogues/Sygma Production : page 36 - Nathalie Darbellay : page 39
Bildarchiv/Hans G. Heyer : page 47 - Jacques Lebar : page 52
Photothèque des sociétés du Groupe SGE

Couverture :
Cité Internationale de Lyon

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES - SGE
Société Anonyme au capital de 2 578 779 640 F
RCS Nanterre B 552 037 806
Siège Social : 1, cours Ferdinand de Lesseps - 92500 Rueil-Malmaison
Tél. : (1) 47 16 35 00 - Fax : (1) 47 51 91 02 - Télex : Ruent 634 246 F

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ENTREPRISES - SGE
1, cours Ferdinand de Lesseps - 92500 Rueil-Malmaison